



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I



LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



©AFP - Anup Ojha

SYRIE

**LA SYRIE POST-
ASSAD**

PAGE 4

DOSSIER

**LE SOULEVEMENT
POPULAIRE**

PAGE 18

ASIE CENTRALE

**L'ETAT POST-
SOVIETIQUE EN
ASIE CENTRALE**

PAGE 43

NUMÉRO 31 • SEPTEMBRE 2025

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2025-2026

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au nom des étudiants du master Histoire – Relations internationales de l'Université Catholique de Lille, nous sommes honorés de vous présenter notre revue de géopolitique : Le coup d'œil de l'AMRI (Association du Master Relations Internationales). Fondée en 2021 sous l'impulsion d'étudiants curieux de partager leur intérêt pour les questions internationales. Elle est entièrement rédigée, éditée et mise en page par les élèves du master, et se veut accessible à tous : étudiants comme professeurs, ou amateurs de géopolitique.

Le coup d'œil de l'AMRI c'est quoi ? Tous les mois, une mise en relief sérieuse et approfondie de l'actualité internationale à travers plusieurs articles thématiques, et un dossier se focalisant sur un sujet en particulier. Par une démarche transversale et pluridisciplinaire, nous abordons de multiples thèmes : aussi bien géopolitiques qu'économiques, historiques, écologiques, sécuritaires ou culturels, afin d'apporter un regard complet sur les enjeux internationaux actuels. Des conflits moyen-orientaux aux enjeux de transition écologique en Asie, en passant par le bras de fer sino-américain et des défis stratégiques en Europe, cette revue s'attèle à couvrir les différentes problématiques mondiales.

L'actualité française, en ce mois de septembre 2025, a été marquée par le fer de la revendication populaire. Après une succession de gouvernements insatisfaisants tant par leur composition que par leur efficacité, un million de Français se sont réunis dans les rues du pays afin de provoquer un blocage massif du pays. Cet épisode, loin d'être isolé, fait écho à des pages bien connues de l'Histoire de France, mais surtout, il survient dans un climat déjà marqué par de fortes turbulences populaires à l'international. Au Népal, à Madagascar, au Maroc, au Pérou, la Gen Z s'empare du fait politique intérieur en manifestant ses idées dans les rues. En Serbie, les jeunes montent au front contre une corruption qui gangrène les services publics, accusés de négligence dans un drame ayant fait seize morts. Une indignation qui alimente une exigence démocratique de plus en plus pressante. Le peuple slovaque, pourtant connu pour sa résilience politique au profit d'une stabilité des marchés, refuse un gouvernement affilié à la Russie de Vladimir Poutine. Le monde du sport est lui aussi sous le coup de revendications fortes. La Vuelta, prestigieux tour de cyclisme international, se voit amputée de son étape finale alors que des manifestations en soutien du peuple palestinien surviennent. À la croisée des chemins entre gestion intérieure et politique extérieure, le soulèvement populaire s'impose, en dernier recours, comme un marqueur fort du temps politique, et nécessairement, des équilibres internationaux. Ainsi fut choisi ce sujet de dossier qui se double d'une analyse stratégique des nouveaux conflits armés, avec comme cas d'étude le conflit russo-ukrainien. Ce numéro revient sur l'EUROMARFOR qui, à 30 ans, incarne une Europe rare : unie, discrète, opérationnelle. Au sommaire également : l'Indonésie, nouveau partenaire stratégique de l'Élysée ; un point sur la Syrie, au lendemain du renversement de la famille Assad ; et une analyse approfondie des recompositions de l'espace post-soviétique d'Asie centrale.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom du comité de rédaction de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Les rédacteurs en chef

MATISSE DORMOY, JASMINE DJENNANE & MATHILDE ARROUART

SOMMAIRE

- 4** LA SYRIE POST-ASSAD : OÙ EN EST-ON ?
Ophélie Calichiana
- 7** ARMÉE DU XXI^e SIÈCLE: NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA GUERRE EN UKRAINE
Konovalenko Oleksandr
- 11** EUROMARFOR : BILAN DES 30 ANS DE LA FORCE MARITIME EUROPÉENNE (1995-2025)
Annabelle Loll
- 18** DOSSIER : LES SOULÈVEMENTS POPULAIRES
Matisse Dormoy, Apolline Charlois, Louise Lemaire, Paul Petit, Guerlain Dené
- 38** FRANCE-INDONÉSIE : UN INVESTISSEMENT POLITIQUE POUR L'AVENIR ?
Antoine Arnoux
- 42** PENSER ET CONSTRUIRE L'ÉTAT POST-SOVIÉTIQUE EN ASIE CENTRALE
Lény Royer-Perrussel
- 49** REMERCIEMENTS

LA SYRIE POST-ASSAD : OÙ EN EST-ON ?

RÉDIGÉ PAR OPHÉLIE CALICHIAMA



Document n°1 : Des gens brandissent un grand drapeau de l'opposition syrienne sur la place des Omeyyades à Damas le 9 décembre 2024.

© Omar HAJ KADOUR / AFP

Le 8 décembre 2024, une nouvelle stupéfiante est tombée : la chute du régime de Bachar al-Assad, ainsi que sa fuite en Russie avec sa famille. Cette défaite s'explique en partie par l'assaut mené depuis Idlib, au nord de la Syrie, par le groupe djihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC). À la suite de ces événements, Ahmed al-Charaa, l'un de ses membres, a d'abord été nommé président par intérim avant d'être confirmé à la tête de la République arabe syrienne. Aujourd'hui, une question domine : que révèle cette nouvelle présidence ?

RELATIONS EXTÉRIEURES

Cette nouvelle présidence marque la fin du croissant chiite. Sous le régime des Assad, Damas entretenait des liens étroits avec Téhéran, notamment en raison de leur appartenance religieuse commune. La situation est désormais différente. En effet, Ahmed Al-Charaa, musulman sunnite, a déjà conclu des accords avec la Turquie. Le croissant chiite se retrouve ainsi fragilisé, voire brisé, puisque le Hezbollah sera à présent bien en peine pour se fournir en armes et en vivres.

Qu'en est-il donc des relations entre la Syrie et la Turquie ? À défaut d'être dans le croissant chiite, la Syrie se retrouve peut-être à présent dans l'orbite de la Turquie. En effet, Ankara a mis en place, le 1er mai 2025, des dispositifs permettant le retour de réfugiés syriens à la frontière. Cette ouverture de certains points de passage a permis la reprise légale du commerce transfrontalier entre les deux pays, ainsi que d'envisager un projet ferroviaire : la construction d'un train transfrontalier entre Alep et Cönbey.

Quid de la Russie ? La Russie a toujours été un allié majeur de Bachar al-Assad : c'est sans doute pour cette raison qu'il a choisi ce pays pour s'y réfugier. De plus, la Russie possède deux bases militaires en Syrie, l'une navale à Tartous et l'autre aérienne à Lattaquié, toutes deux situées sur la côte méditerranéenne. Ces bases se révèlent être des points stratégiques clés pour une puissance russe qui dispose de peu d'accès à la mer. Ahmed al-Charaa n'a pas renvoyé les Russes chez eux et les bases ne sont pas fermées, mais cela est encore en discussion avec le nouveau leader syrien.

Qu'en est-il des relations diplomatiques avec la France ? Le 7 mai 2025, Emmanuel Macron a été le premier chef d'État européen à recevoir Ahmed al-Charaa, le reconnaissant ainsi officiellement comme le chef d'État de la Syrie. Ce geste a pu choquer, voire surprendre, une partie de l'opinion publique française en raison du pas que le Président a fait vers Ahmed al-Charaa. Néanmoins, Emmanuel Macron a clairement affirmé sa position : pour lui, Ahmed al-Charaa est désormais le président légitime de la Syrie.



Document n° 2 : Le président syrien Ahmed al-Charaa et Emmanuel Macron à l'Élysée, mercredi 7 mai. © Stephanie Lecocq / REUTERS

RELATIONS INTERNES

Bien qu'il soit devenu le Président de la Syrie, Ahmed al-Charaa ne contrôle pas encore tout le territoire syrien. Il contrôle surtout les villes principales, à savoir Damas, Homs, Lattaquié et bien sûr Idlib. En revanche, la situation des minorités religieuses du pays demeure précaire.

Les Alaouites, qui, rappelons-le, appartiennent à une branche de l'islam chiite, et qui étaient autrefois appelés les nosaïrites, eux, connaissent un revirement de situation des plus sombres. Bachar al-Assad appartenait à cette minorité religieuse syrienne. Au lendemain de sa chute, de nombreux alaouites, proches ou non du régime, se sont fait expulser de Damas et ont été contraints de se replier dans les montagnes côtières d'où ils sont

originaires. Mais cet exil ne les a pas protégés. Le 4 mars 2025, la HTC a lancé une attaque à Daartour, dans la banlieue de Lattaquié, suivie d'une nouvelle offensive le 6 mai, faisant près de 2 000 victimes civiles.

En ce qui concerne les Druzes, qui sont des minorités religieuses, chiites sans l'être vraiment, rappelons-le, la situation est toute aussi préoccupante. En Syrie, on fait la distinction entre les Druzes de Damas et ceux du Djebel Druze, au sud du pays. Ces deux communautés entretiennent des liens étroits. Craignant un massacre, les Druzes de Damas ont rejoint les Druzes du Djebel Druze. Fin avril, ces derniers ont reçu des menaces en provenance de Soueïda. Cependant, Israël est intervenu : son armée a pris position pour protéger la région, plaçant ainsi le Djebel Druze sous sa surveillance, un territoire qui échappe donc, pour l'heure, au contrôle du président syrien.

Qu'en est-il des Kurdes ? Ils parviennent à maintenir leur autonomie, notamment grâce à leur armée, la FDS (Forces démocratiques syriennes), qui contrôle le nord-est du pays. Le 10 mars 2025, Mazloum Abdi, chef de la FDS, a signé un accord avec Ahmed al-Charaa. Toutefois, après la menace d'attaque contre les Druzes, cet accord est devenu caduc aux yeux de Mazloum Abdi.

Pour leur part, les chrétiens connaissent une situation différente. Ahmed al-Charaa évite de s'en prendre à eux afin de ne pas s'exposer à des complications. En réalité, cette minorité religieuse ne semble guère le préoccuper, d'autant plus que de nombreux chrétiens préfèrent désormais fuir le pays.

AGRICULTURE ET INDUSTRIE

On ne peut pas dire que l'agriculture syrienne se porte au mieux. Certes, l'Euphrate est le cours d'eau qui permet l'irrigation du pays. Mais en réalité, cette irrigation a provoqué des remontées de sel qui provoquent désormais des cycles de sécheresse.

Par conséquent, l'agriculture s'effondre progressivement. La population survit grâce à des petits jardins domestiques, mais leur entretien reste difficile.

Quant à l'industrie, elle s'est effondrée. L'ouverture de la frontière avec la Turquie a entraîné un afflux massif de produits turcs, rendant les productions locales obsolètes... L'essence, pour sa part, est importée du Liban et vendue en jerrycans. Plusieurs pays, comme la France ou les Émirats arabes unis, ont promis d'investir en Syrie (projets d'extensions de l'aéroport, construction d'un métro à Damas, ect..) Mais tout cela reste des promesses écrites, pour le moment aucun projet ne se concrétise.

En résumé, Ahmed al-Charaa affiche une volonté claire : établir un État arabe sunnite, quitte à marginaliser les minorités. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une épuration ethnique, mais en rendant leur quotidien invivable, il semble chercher à pousser ces minorités à quitter la Syrie.

BIBLIOGRAPHIE

- Balanche, F. (2025, juillet-septembre). Bilan géostratégique 2025 : sous les ruines, la paix?. *Moyen-Orient*, n°67, pp.54-56
- Balanche, F. (2025, 02 septembre). Les défis de la Syrie post-Assad [Conférence]. Université Lyon 2.
- Fournier, G. (2025, juin-juillet). La frontière turco-syrienne post-Assad. *Les grands dossiers de diplomatie*, n°86, pp.42-43.



Un soldat ukrainien lance un drone FPV © Théophile Simon/TDG

Au cours de l'histoire, les guerres ont souvent changé de nature sous l'influence de progrès technologiques. Durant la guerre froide, la principale innovation a été le développement de forces mobiles de réaction rapide. Cependant, au XXI^e siècle, cette stratégie s'est révélée insuffisante. L'expérience de la guerre en Ukraine a montré que la ligne de front réduite et l'emploi massif de grandes armées redonnent une place centrale aux formes classiques de combat. Dans le même temps, de nouvelles technologies jouent un rôle déterminant : systèmes de drones, communication satellitaire, moyens de guerre électronique et dispositifs de commandement en réseau. Ces évolutions confirment que la guerre contemporaine entre dans une phase de profonde transformation où la supériorité technologique devient aussi essentielle que le nombre de soldats. Lors de la rédaction de cet article, un entretien a été mené avec un militaire en service actif de la 92^e brigade d'assaut distincte nommée d'après l'ataman cosaque Ivan Sirko des Forces armées de l'Ukraine.

L'ÉVOLUTION DE L'USAGE DES DRONES DEPUIS 2022

Au début de l'année 2022, les forces ukrainiennes s'appuyaient sur des quadricoptères commerciaux comme *DJI* ou *Autel* pour les missions de reconnaissance et de correction de tir. Elles utilisaient également le Bayraktar TB2, un drone de moyenne altitude, afin de cibler les colonnes de véhicules et les systèmes de défense antiaérienne. La Russie, pour sa part, organisait son « convoi d'artillerie » grâce à la combinaison de drones de reconnaissance Orlan-10 et de batteries d'artillerie. Dès l'automne 2022 et au cours de l'année 2023, elle a déployé les munitions rôdeuses Shahed-136.

Entre 2023 et 2024, un tournant majeur s'est produit sur le front avec l'utilisation massive des drones FPV, capables de neutraliser blindés, pièces d'artillerie et positions fortifiées. Parallèlement, les deux camps ont accru le recours aux drones kamikazes tels que le Lancet.

Selon certaines estimations, en 2024 environ 69 % des frappes contre la main-d'œuvre et 75 % des frappes contre le matériel étaient assurées par des drones, reléguant l'artillerie classique au second plan (Reuters, 2024). Cette même année, la Russie a intensifié ses attaques en essais sur le territoire ukrainien, multipliant la fréquence et la densité de ses salves à partir de l'automne.

À partir de 2023, l'Ukraine a ouvert un nouveau front technologique avec les drones de surface (Unmanned Surface Vehicles - USV). Les modèles Magura V5/V7 ainsi que Sea Baby ont mené des frappes régulières contre la flotte de la mer Noire. En 2024, plusieurs navires russes ont été coulés, dont l'Ivanovets, le Cezar Kunikov et le Sergueï Kotov. L'année suivante, en 2025, des médias et des analystes ont rapporté la première utilisation au monde de drones maritimes équipés de missiles sol-air à guidage infrarouge contre des avions, évoquant notamment la destruction d'un Su-30 dans la région de Novorossiisk et de la Crimée. La même année, de nouveaux drones FPV à fibre optique ont été déployés sur le front, capables d'opérer via un câble de dix à douze kilomètres, insensibles au brouillage électronique et aptes à transporter des charges explosives de plusieurs kilogrammes. Parallèlement, l'Ukraine développe le projet « Vampir », un drone bombardier lourd conçu pour cibler des positions fortifiées et des équipements militaires situés en profondeur dans les lignes ennemies.



Nouveau Sea Baby 2024 © Service de sécurité ukrainien

“ L'utilisation des drones et la lutte contre eux progressent à un rythme rapide. En 2022, il était encore possible de se rendre en journée jusqu'aux positions en voiture et de laisser le véhicule sur place. À la fin de l'année 2023, cela n'était déjà plus envisageable. Aujourd'hui, rejoindre une position par beau temps est devenu très risqué en raison du grand nombre de drones FPV ennemis. Je ne voudrais pas paraître trop pessimiste, mais je donne ici mon avis personnel sur l'évolution de notre infrastructure de drones. L'Ukraine reste un *leader* dans l'usage de ces appareils et a longtemps été un acteur innovant. Toutefois, avec l'apparition des drones à fibre optique, l'adversaire commence à reprendre l'initiative, même si j'espère que ce ne sera que temporaire. Les besoins les plus urgents concernent actuellement les drones de reconnaissance nocturne. En ce qui concerne la formation, cela dépend beaucoup des individus : certains deviennent compétents en un mois, d'autres peuvent voler un an sans résultat. Si la tactique des essais de drones est correctement mise en œuvre, elle représentera l'avenir de cette guerre. ”

Sergent-chef du peloton de mortiers de la 92e brigade d'assaut, « Khimik ».

COORDINATION ET CONTRÔLE EN TEMPS RÉEL

Au début de l'invasion, au printemps 2022, la chaîne reliant le « capteur à l'arme de feu » en Ukraine durait souvent plusieurs dizaines de minutes, voire davantage. Entre 2023 et 2025, ce processus s'est transformé en un système de type guerre en réseau grâce à *Kropyva* (logiciel militaire de système d'information géographique et calculateur balistique sous Android) et à la plateforme de connaissance de la situation DELTA. Ces outils permettent le calcul des coordonnées, le marquage des cibles, l'échange de données météorologiques et la transmission des ordres directement depuis des tablettes et ordinateurs portables. Les unités se connectent à une « carte numérique » commune et disposent presque en temps réel de la situation. En 2023-2024, le temps moyen entre la détection d'une cible et le tir était réduit à environ trente minutes ou moins.

En 2025, le cycle tactique sur la ligne de front pouvait descendre à cinq minutes lorsque la chaîne de communication était fluide (drone - observateur - arme de feu), grâce notamment aux canaux satellitaires commerciaux et à l'unification des logiciels. Du côté russe, les équivalents fonctionnels sont le système ESU TZ « Sozvezdie », « Strelets-M » ainsi que la plateforme «Andromeda-D» utilisée par les forces aéroportées et terrestres.

“ La coordination et la rapidité de réaction dans notre bataillon sont à un niveau élevé. Cela s'explique par le fait que notre unité se trouve toujours sur les secteurs les plus intenses du front. Depuis 2022, la vitesse de réaction a augmenté de manière significative. Aujourd'hui, il s'écoule moins de cinq minutes entre l'identification d'une cible, la transmission de ses coordonnées au commandant et le tir. Dans mon cas, ce délai n'était que d'environ deux minutes. Je n'ai pas travaillé avec l'intelligence artificielle, mais j'ai utilisé le système numérique Kropyva. D'après mon expérience, de tels systèmes accélèrent considérablement le travail et améliorent la précision du tir. Des calculs qui prendraient normalement plusieurs heures peuvent être effectués en quelques clics grâce à Kropyva. ”

Sergent-chef du peloton de mortiers de la 92e brigade d'assaut, « Khimik »

L'USAGE DE STARLINK ET LE RÔLE DE LA COMMUNICATION SATELLITAIRE DANS LA GUERRE.

Dès la fin du mois de février et au mois de mars 2022, lorsque les réseaux terrestres ont été endommagés par les frappes et que la liaison satellitaire *Viasat* a été perturbée, l'Ukraine a demandé à la société *SpaceX* d'activer *Starlink* sur son territoire. Les terminaux ont permis de rétablir l'accès à Internet et aux communications dans les zones où l'infrastructure avait été détruite, d'assurer le commandement et le contrôle, de transmettre les données issues des drones et de coordonner les frappes d'artillerie en l'absence de liaisons classiques.

“ *Starlink* est très important dans notre travail, mais il nous a quelque peu “relâchés”. Lors du début de l'opération de Koursk, son absence s'est fait fortement sentir. Des interruptions surviennent parfois : près de Bakhmout, l'ennemi a utilisé de puissants moyens de guerre électronique qui perturbaient la navigation et coupaient notre accès à Internet. Il fallait recourir à des procédures complexes pour rétablir la connexion, et dans certains cas, cela restait impossible pendant plusieurs heures. Durant ces périodes, nous ne pouvions maintenir le contact qu'à l'aide de radios. Bien entendu, une guerre sans soutien satellitaire aurait un visage totalement différent. ”

Sergent-chef du peloton de mortiers de la 92e brigade d'assaut, « Khimik »



Un soldat ukrainien établit un contact avec Starlink © La Tribune

L'AVIS D'UN MILITAIRE SUR L'ÉVOLUTION PROCHAINE DES TECHNOLOGIES DE GUERRE

“ Les technologies militaires évoluent très rapidement. Les lance-roquettes HIMARS ont constitué une véritable révolution dans ce conflit. L'arrivée massive de *Starlink* a également marqué une percée majeure. Sur la ligne de front, le fait de commencer à larguer des grenades à l'aide de drones Mavic a aussi été révolutionnaire : notre bataillon a été parmi les premiers à le faire lors des combats pour Bakhmout. Un seul équipage équipé pour ces missions pouvait éliminer jusqu'à cinquante soldats ennemis en une journée.

Lorsque les drones Vampir sont apparus, les arrières proches de l'adversaire ont été rapidement détruits, ce qui l'a contraint à se replier. L'introduction des drones FPV n'a pas représenté une révolution pour nous en raison de l'efficacité déjà élevée des Vampir, mais dans d'autres brigades, ce fut une avancée majeure. La dernière innovation que j'ai constatée depuis les tranchées a été l'utilisation à grande échelle de drones FPV à fibre optique, déployés en premier lieu par l'adversaire. L'avenir se situe désormais dans le développement de l'intelligence artificielle, et je pense que des essaims de drones seront employés massivement dans un futur très proche. Les différences technologiques actuelles sont claires : l'ennemi dispose d'un nombre bien plus important de soldats, de matériels et d'armements, tandis que nous misons sur la qualité et sur la motivation. ”

Sergent-chef du peloton de mortiers de la 92^e brigade d'assaut, « Khimik »

Les conflits à venir seront déterminés par l'usage croissant des technologies militaires. Les drones, l'intelligence artificielle et la communication satellitaire redéfiniront les stratégies et la manière de conduire la guerre. L'avenir dépendra de la capacité des armées à s'adapter rapidement à ces innovations.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de revues scientifiques

- International Institute for Strategic Studies (2024). *The Military Balance 2024*. Routledge.
- Watling, J. & Reynolds, N. (2022). *Ukraine at War: Paving the Road Ahead*. Royal United Services Institute. <https://rusi.org>

Rapports gouvernementaux et officiels

- Ministry of Defence of Ukraine. (2024). *Annual Defence Review 2024*. Kyiv: MoD Ukraine. <https://www.mil.gov.ua>
- Ministry of Defence of Ukraine. (2025). *Vampir Project Report*. Kyiv: MoD Ukraine.

Sitographie

- Axe, D. (2025, 15 janvier). *Ukraine's Sea Baby Drone Downs Russian Jet*. Forbes. <https://www.forbes.com>
- BBC News. (2024, 8 février). *Sea Baby: le drone naval ukrainien qui vise la flotte russe*. BBC. <https://www.bbc.com>
- Defense Express. (2023, 10 mai). *Ukraine's FPV Drone Revolution*. Defense Express. <https://defence-ua.com>
- Defense Express. (2025, 2 avril). *Fiber-Optic FPV Drones in Ukraine*. Defense Express. <https://defence-ua.com>
- Forbes. (2024, 6 mars). *Ukraine Sinks Russian Warships With USVs*. Forbes. <https://www.forbes.com>
- Institute for the Study of War (2022). *Russian Offensive Campaign Assessment*. ISW. <https://www.understandingwar.org>
- Institute for the Study of War (2023). *Iranian Drones in Ukraine*. ISW. <https://www.understandingwar.org>
- Janes. (2024, 20 novembre). *Russia's Andromeda-D and Sozvezdie Command Systems*. Janes. <https://www.janes.com>
- Reuters. (2022, 28 février). *SpaceX's Starlink Activated in Ukraine*. Reuters. <https://www.reuters.com>
- Reuters. (2024, 17 juillet). *Ukraine's Drone Strikes Account for 69% of Attacks on Troops, 75% on Equipment*. Reuters. <https://www.reuters.com>
- Reuters. (2025, 10 septembre). *Starlink Disruptions Hit Ukraine Frontline Ops*. Reuters. <https://www.reuters.com>
- The Drive - Trevithick, J. (2023, 29 juillet). *Ukraine's Sea Drones Strike Russian Fleet*. The Drive. <https://www.thedrive.com>
- Tribune de Genève - Simon, T. (2024, 26 janvier). *Un soldat ukrainien lance un drone FPV sur la ligne de front de Kupiansk*. TDG. <https://www.tdg.ch>



EUROMARFOR : BILAN DES 30 ANS DE LA FORCE MARITIME EUROPÉENNE (1995-2025)



RÉDIGÉ PAR ANNABELLE LOLL



EUROMARFOR



30 *years at sea for peace*

Le 15 mai 2025 fut célébré le 30ème anniversaire de l'EUROMARFOR. Créée il y a maintenant trois décennies, la Force Maritime Européenne (EUROMARFOR ou EMF) représente l'une des initiatives les plus concrètes de coopération militaire maritime européenne. Née dans le contexte post-Guerre froide, cette force multinationale a évolué pour répondre aux défis sécuritaires changeants, participant à diverses opérations réelles allant de la Méditerranée à l'océan Indien. Depuis sa création en 1995 à l'issue de la Déclaration de Petersberg et de l'acte fondateur de Lisbonne, l'EUROMARFOR a, en 30 ans, su démontrer sa flexibilité et sa capacité d'action dans des contextes variés.

Cette force multinationale flexible est activée sur demande pour des missions comme la gestion de crises et la coopération inter-nations. Depuis 2002, elle a participé à des opérations maritimes notamment dans la lutte contre la piraterie et le terrorisme. Bien qu'elle ait remporté des succès, certaines critiques pointent un usage moindre que prévu. Toutefois, elle reste un modèle de coopération internationale et continue de jouer un rôle clé dans la gestion des crises et la réactivité rapide.

Après 30 ans d'existence, le bilan est globalement positif. L'EUROMARFOR a en premier lieu démontré sa capacité d'adaptation et son efficacité opérationnelle malgré sa structure particulière, tout en incarnant la volonté européenne de développer des capacités militaires autonomes mais complémentaires aux structures existantes comme l'OTAN. En effet, sa structure non permanente, activable en seulement cinq jours, prouve l'efficacité d'un concept de force de réponse modulable, adaptée aux besoins spécifiques de chaque mission.

Plus globalement, elle a permis de renforcer l'interopérabilité des marines françaises, italiennes, espagnoles et portugaises, tout en constituant un modèle de coopération multinationale dans le domaine de la défense européenne.

Cependant, certains défis restent à relever tels que l'adaptation aux menaces émergentes dans un contexte géopolitique en constante évolution ainsi que l'intégration plus poussée avec les autres initiatives européennes de défense.

Nous pouvons ainsi nous demander dans quelle mesure l'EUROMARFOR a réussi à s'imposer comme un outil efficace de coopération navale européenne, et quels défis elle doit relever pour renforcer son rôle dans le contexte géopolitique actuel.

Pour répondre à cette question, nous allons commencer par rappeler ses fondements historiques puis sa structure organisationnelle. Nous allons ensuite nous pencher sur ses capacités opérationnelles puis exposer ses faits d'armes. Enfin nous, allons analyser le bilan de ses trente années de service et ses défis à venir.

GENÈSE ET FONDEMENTS HISTORIQUES

A) DE LA DÉCLARATION DE PETERSBERG À LA CRÉATION OFFICIELLE

L'EUROMARFOR trouve ses racines dans la déclaration de Petersberg de juin 1992, qui a établi le concept de « force de réponse » de l'Europe de l'Ouest. Cette initiative s'inscrivait dans un contexte où l'Union européenne cherchait à se doter de capacités militaires propres après la fin de la Guerre froide. En 1993, les ministres de la Défense française, italienne et espagnole ont commencé à développer le concept d'une force maritime européenne préstructurée avec son équivalent terrestre l'EUROFOR.

La signature des textes fondateurs de ces deux forces, appelées à opérer ensemble ou de façon indépendante, est donc l'aboutissement d'une réflexion engagée en 1992. La France, l'Espagne et l'Italie, à l'occasion de l'exercice *Farfadet 92*, annonçaient, par la voix des trois ministres de la Défense, leur volonté commune d'étudier la constitution d'une force aéromaritime européenne préplanifiée. Le projet fut relancé un an plus tard, à l'occasion de l'exercice *Ardente*, et l'Italie proposait qu'une force terrestre d'intervention rapide lui soit couplée. Depuis cette date, les deux projets ont fait l'objet de nombreuses discussions et, après l'exercice *Tramontana* en novembre 1994, les ministres de la Défense des trois pays ordonnaient d'achever les études pour faire aboutir le projet. Sa concrétisation est intervenue le 15 mai 1995 avec la signature officielle de la déclaration de

Lisbonne (document constitutif de l'EMF) par les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la France, l'Italie et l'Espagne. À cette occasion, le Portugal décidait d'adhérer à l'accord, devenant membre associé, mais non fondateur. De son côté, la Grèce a marqué son intérêt pour la force navale, mais son adhésion n'a jamais été officialisée.

Cette déclaration a donc conjointement constitué l'acte fondateur d'EUROMARFOR ainsi que de sa contrepartie terrestre l'EUROFOR. L'amiral espagnol Acedo Manteola fut désigné comme premier commandant de cette nouvelle force maritime européenne.

B) LES MISSIONS FONDAMENTALES

Dès sa création, l'EUROMARFOR a été conçue pour remplir les missions définies dans la déclaration de Petersberg, notamment le contrôle maritime, les missions humanitaires, les opérations de maintien de la paix, de prévention des crises et de rétablissement de la paix. Cette polyvalence reflétait la volonté des nations fondatrices de disposer d'un outil flexible pouvant répondre à différents types de crises.

L'EUROMARFOR a été pensée comme une force dédiée en priorité à l'Union européenne, mais pouvant également être déployée dans le cadre de l'OTAN, de l'ONU, de l'OSCE ou de toute autre coalition multinationale. Cette approche pragmatique lui a permis de s'adapter aux différentes configurations institutionnelles, maximisant et légitimant ainsi son utilité stratégique.

STRUCTURE ET ORGANISATION OPÉRATIONNELLE

A) UN COMMANDEMENT TOURNANT ET MULTINATIONAL

L'EUROMARFOR présente une structure de commandement originale basée sur un principe de rotation. Le commandement opérationnel de la force est assuré par le COMEUROMARFOR (CEMF), désigné pour une période de deux ans parmi les autorités navales nationales des quatre nations membres permanents. Ce poste peut être occupé successivement par :

- l'amiral commandant la Force d'action navale (ALFAN) pour la France,
- l'amiral commandant la Squadra Navale (CINCNV) pour l'Italie,
- l'amiral commandant Naval (COMNAV) pour le Portugal,
- l'amiral commandant la Flota (ALFLOT) pour l'Espagne.

Cette rotation assure une implication équilibrée des nations participantes et favorise le partage d'expertise et d'expérience entre les différentes marines. Le quartier général opérationnel du CEMF est celui de l'autorité navale nationale désignée, et son état-major comprend à la fois des éléments nationaux et la cellule permanente d'EUROMARFOR.

B) UNE STRUCTURE HIÉRARCHIQUE À TROIS NIVEAUX

Lorsque la force est activée, que ce soit pour un exercice ou une opération réelle, trois niveaux de commandement entrent en jeu :

- Au niveau stratégique : le Comité interministériel de haut niveau (CIMIN), composé des chefs d'état-major des armées (*Chief of Defense Staff* - CHODs) et des directeurs politiques des ministères des Affaires étrangères des pays membres.
- Au niveau opérationnel : l'amiral commandant l'EUROMARFOR (CEMF).
- Au niveau tactique : le commandant du COMGRUEUROMARFOR, subordonné au CEMF, est désigné par le CIMIN au moment de l'activation de la Force.

Cette structure claire permet une chaîne de commandement efficace tout en assurant un contrôle politique et stratégique approprié des opérations.

CAPACITÉS ET FLEXIBILITÉ OPÉRATIONNELLE

A) UNE FORCE NON PERMANENTE MAIS RÉACTIVE

L'EUROMARFOR présente la particularité d'être une force maritime multinationale non permanente mais préstructurée, capable d'être activée en seulement cinq jours à partir de la réception de l'ordre d'activation. En effet, elle repose sur des moyens existants dans les marines participantes et doit pouvoir réunir, sous faible préavis, un porte-avions, un groupe amphibie, un groupe de guerre

des mines, des bâtiments d'escorte et de soutien et des sous-marins, ainsi qu'une composante d'avions de patrouille maritime (Marine nationale, 2020). Cette caractéristique lui confère une réactivité importante tout en limitant les coûts associés au maintien d'une force permanente. L'EUROMARFOR est activée au moins une fois par an, pour prendre part à un entraînement multinational, comme par exemple l'exercice de guerre des mines Olives Noires. La composition de la force est adaptable selon la nature de la mission. Elle peut varier d'un petit groupe de bâtiments (task group) à une force opérationnelle plus conséquente comprenant des porte-avions, des bâtiments d'escorte et de soutien, ou une force amphibie si nécessaire. Pour chaque mission, la taille et l'organisation de la force sont décidées par accord commun des quatre nations membres (Marine nationale, 2020)

B) DES CAPACITÉS AMPHIBIES SIGNIFICATIVES

L'EUROMARFOR dispose de capacités de débarquement notables grâce aux Transports de Chalands de Débarquement (TCD) qui permettent le transport de troupes, d'hélicoptères, de véhicules et de blindés légers. Ces moyens peuvent être débarqués dans des installations portuaires existantes ou sur des rivages non aménagés, grâce à des opérations d'héliportage et de « plageage ». Ces capacités amphibies constituent un atout majeur pour les missions d'assistance humanitaire, d'évacuation de ressortissants ou de projection de force (Marine nationale, 2020). Elles établissent également une complémentarité naturelle avec l'EUROFOR (la composante terrestre), malgré l'absence de lien organique formel entre les deux forces (Sénat, 1997).

TROIS DÉCENNIES D'OPÉRATIONS ET D'EXERCICES

A) LES PRINCIPALES OPÉRATIONS RÉELLES

Initialement conçue pour répondre aux missions de contrôle maritime, d'intervention humanitaire, de maintien de la paix et de gestion de crises, l'EUROMARFOR s'est illustrée, au cours de ses trente années d'existence, lors de diverses opérations réelles, qui démontrent sa capacité à contribuer à la sécurité internationale. Nous pouvons ainsi citer les plus marquantes en nous basant sur les données officielles :

Opération Coherent Behaviour (2002) : Première activation opérationnelle autonome, sous mandat des nations signataires de la déclaration de Lisbonne, en Méditerranée orientale. Mission réalisée en étroite coordination avec les forces otaniennes dans le cadre de l'opération Active Endeavour durant laquelle l'EUROMARFOR a mené des missions de recueil de renseignement, de surveillance et de reconnaissance pendant deux mois.

Opération Resolute Behaviour (janvier 2003 à décembre 2005) : Participation à l'opération Enduring Freedom dans l'Océan Indien, avec une contribution significative à la lutte contre le terrorisme. Durant cette période de 28 mois, l'EUROMARFOR a assumé le commandement de la Combined Task Force 150 pendant 12 mois.

Mission Impartial Behaviour (2008-2009) : Déploiement sous mandat onusien au large du Liban dans le cadre de la Maritime Task Force UNIFIL (Force intérimaire des Nations unies au Liban ou FINUL), où l'EUROMARFOR a assumé le commandement de la Maritime Task Force 448 pendant une année complète, marquant un jalon historique.

Opération Atalanta (2011-2016, 2025) : Contribution significative dans la lutte contre la piraterie en Océan Indien, avec plusieurs activations qui ont renforcé la visibilité et l'expérience opérationnelle de la force. Cette mission marque le premier déploiement de l'EUROMARFOR sous commandement militaire de l'Union européenne. Le 19 février 2025 a commencé la 78ème activation de l'EUROMARFOR en soutien à l'opération EUNAVFOR Atalanta dans l'Océan Indien.

Toutes ces opérations témoignent de la polyvalence de l'EUROMARFOR et de sa capacité à opérer sous différents cadres institutionnels (autonome, UE, OTAN, ONU) et dans diverses zones géographiques.

B) UN PROGRAMME D'EXERCICES SOUTENU

Parallèlement aux opérations réelles, l'EUROMARFOR maintient un programme intense d'exercices qui contribue à l'interopérabilité des forces et au développement de procédures communes. Le premier exercice, *Eolo 96*, a marqué la toute première activation de la force. L'exercice *Eole 98* a par ailleurs illustré la complémentarité potentielle entre EUROMARFOR et EUROFOR, les deux forces ayant été activées conjointement (Sénat, 1997).

Dans les années 2020, des exercices de coopération ont été organisés avec des pays du Sud de la Méditerranée, comme l'Algérie (Multicooperative Exercise 2007) et le Maroc (Multicooperative Exercise 2010). Ces exercices témoignent de la volonté de l'EUROMARFOR de renforcer le dialogue et la coopération avec les pays riverains de la Méditerranée.

Au total, la force a été activée 78 fois à ce jour pour des opérations et exercices, ce qui témoigne d'un engagement concret des pays partenaires pour assurer la sécurité maritime internationale.

UN MODÈLE DE COOPÉRATION NAVALE EUROPÉENNE, L'HEURE DU BILAN

Trente ans après sa création, l'EUROMARFOR peut être considérée comme un modèle réussi de coopération navale européenne. Elle s'appuie sur une expérience riche de coopération entre les marines fondatrices, qui contribue grandement à son bon fonctionnement (Sénat, 1997). Les nombreux exercices tripartites antérieurs à sa création, tels que *Crisemedex*, *Farfadet*, *Ardente*, *Tramontana* ou *Mistral*, avaient déjà établi des habitudes de travail en commun (Sénat, 1997). L'EUROMARFOR a ainsi su capitaliser sur cette expérience tout en développant des procédures communes qui facilitent l'interopérabilité. La pratique régulière de missions et d'exercices conjoints constitue un gage d'efficacité pour cette force multinationale. Mais malgré ses succès, l'EUROMARFOR fait face à plusieurs défis pour les années à venir

A) ADAPTATION AUX NOUVEAUX ENJEUX SÉCURITAIRES

Le premier défi réside dans le maintien de capacités opérationnelles adéquates face à l'évolution rapide des technologies navales et des menaces maritimes. La modernisation des flottes des pays membres et le développement de nouvelles capacités (drones navals, cyber, etc...) représentent des enjeux importants pour garantir la pertinence future de l'EUROMARFOR. L'adaptation aux menaces émergentes dans un contexte géopolitique en constante évolution nécessite de continuellement repenser les capacités et la composition opérationnelle de la force (Marine nationale, 2020).

Au fil des trois décennies, l'EUROMARFOR a su évoluer pour répondre aux défis sécuritaires émergents. Initialement conçue dans un contexte post-Guerre froide, elle s'est progressivement orientée vers des missions de lutte contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001, comme en témoigne sa participation à l'opération Enduring Freedom. Plus récemment, son engagement dans l'opération Atalanta illustre sa capacité à s'adapter aux nouvelles menaces comme la piraterie maritime. Cette flexibilité opérationnelle constitue l'une des principales forces d'EUROMARFOR et explique sa pertinence maintenue sur trois décennies malgré les évolutions rapides du contexte stratégique international (Marine nationale, 2020).

Entre autres, des missions conjointes avec l'EUNAVFOR pourraient être bénéfiques pour les deux composantes européennes navales. Pour exemple dans le cadre de l'opération EUNAVFOR Aspides, lancée le 19 février 2024, pour la protection du trafic maritime international en mer Rouge, à la suite des attaques par les Houthis. Ou encore des missions d'assistance militaire en soutien aux populations en danger.

De plus, l'élargissement potentiel à d'autres membres de l'UE pourrait renforcer la légitimité européenne de cette force, tout en posant des questions d'organisation et d'harmonisation des doctrines opérationnelles.

B) ÉLARGISSEMENT ET INTÉGRATION DE NOUVEAUX PARTENAIRES

Le deuxième défi concerne son articulation avec les autres initiatives européennes de défense qui se sont multipliées ces dernières années, notamment dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) de l'UE et de la Coopération Structurée Permanente (CSP plus connue sous l'acronyme anglais PESCO), afin de maximiser les synergies.

Bien que fondée par quatre nations méditerranéennes, l'EUROMARFOR est restée ouverte aux autres pays de l'Union européenne (Capital, 2020). En 2001, la Grèce et la Turquie ont rejoint la cellule permanente avec le statut d'observateurs, témoignant de l'intérêt porté par ces deux nations à cette initiative maritime européenne. Cette ouverture progressive illustre la capacité d'EUROMARFOR à s'adapter et à intégrer de nouveaux partenaires, renforçant ainsi sa légitimité et son efficacité opérationnelle. Elle démontre également que cette force, bien qu'initée par des pays du sud de l'Europe ou plus précisément des pays ayant une projection méditerranéenne, aspire à représenter une dimension maritime européenne plus large.

CONCLUSION

Après trente ans d'existence, l'EUROMARFOR s'est imposée comme une composante essentielle de l'architecture de sécurité maritime européenne. Son bilan opérationnel est significatif, avec une participation à 78 opérations interalliés. Sa structure flexible, son caractère multinational et sa capacité à opérer sous différents cadres institutionnels lui ont permis de s'adapter aux évolutions du contexte stratégique et de contribuer efficacement à diverses opérations maritimes. Cette riche expérience opérationnelle, conjuguée à un programme soutenu d'exercices, a permis de développer une véritable expertise européenne en matière d'opérations navales multinationales.

À l'heure où l'Europe cherche à renforcer son autonomie stratégique, l'EUROMARFOR apparaît comme un modèle de coopération qui pourrait inspirer d'autres initiatives

dans le domaine de la défense européenne. Sa capacité à concilier souveraineté nationale et action commune, flexibilité et efficacité opérationnelle, en fait un outil précieux pour répondre aux défis sécuritaires maritimes des prochaines décennies.

En définitive, 30 ans après sa création, l'EUROMARFOR apparaît donc comme un succès en termes de coopération européenne et de réponse aux crises maritimes, tout en devant continuer à évoluer pour répondre aux enjeux futurs.

BIBLIOGRAPHIE

Articles institutionnels :

- Archives Défense. (2019, décembre 03). EUROMARFOR - 1er exercice Sea-Bit sous commandement français. SIRPA Marine. [<https://archives.defense.gouv.fr/marine/actu-marine/>]
- Archives Défense. (2020, mai 20). 25 ans de la Force Maritime européenne - EUROMARFOR. SIRPA Marine. [<https://archives.defense.gouv.fr/marine/actu-marine/25-ans-de-la-force-maritime-europeenne-euromarfor.html>]
- Assemblée nationale. (2013, avril 9). Rapport d'information sur la relance de l'Europe de la défense, de MM. les députés Joaquim Pueyo et Yves Fromion, déposé par la commission des affaires européennes sur la relance de l'Europe de la défense. N°911. [<https://www.assemblee-nationale.fr/14/europe/rap-info/i0911.asp>]
- Cols Bleus Marine nationale. (2018). Plan Mercator : appareillage vers 2030. N°3071 - août / septembre 2018. [<https://www.colsbleus.fr/sites/default/files/2019-12/CB3071.pdf>]
- Cour des comptes. (2011). La participation de la France aux corps militaires européens permanents. Rapport public annuel 2011 publié en février 2011. [https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/EzPublish/U_participation_france_corps_militaires_europeens_permanents.pdf]
- Études marines. (2014). Union européenne : le défi maritime. N°07 - décembre 2014. Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM). [https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/cesm/EtudesMarines7_Union-Europ%C3%A9enne-le-d%C3%A9fi-maritime.pdf]
- Études marines. (2022). Europe, coopération pour une ambition navale. N°21 - juin 2022. Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM) avec la collaboration de l'association EuroDéfense-France. [<https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/cesm/EM-EU-FR-min.pdf>]
- EUROMARFOR. (s. d.). Dates clés de l'Euromarfor. [<https://www.euromarfor.org/overview/4>]
- Marine nationale. (2022, novembre 21). Les marines d'EUROMARFOR se réunissent pour préparer l'avenir. Ministère des Armées. [<https://www.defense.gouv.fr/marine/actualites/marines-deuromarfor-se-reunissent-preparer-lavenir>] et [<https://www.colsbleus.fr/fr/les-marines-deuromarfor-se-reunissent-pour-preparer-lavenir>]
- Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer. (2024). Documentation sur l'organisation générale de la sécurité intérieure. [https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/recrutement/content/download/38660/file/EOGN_UNIV_2024_compressed_compressed.pdf]
- Sénat. (1996). Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002, par M. Xavier de VILLEPIN, Sénateur. N°427. Session ordinaire de 1995-1996. Annexe au procès-verbal de la séance du 12 juin 1996. [<https://www.senat.fr/rap/l95-427/l95-4271.pdf>]
- Sénat. (1997, décembre 17). Eurofor et Euromarfor: des capacités militaires européennes en Méditerranée. Rapport d'information n°183 (1997-1998), déposé le 17 décembre 1997 et mis à jour le 03 avril 2023. [https://www.senat.fr/rap/r97-183/r97-183_mono.html]
- Sénat. (1997, décembre 17). Eurofor et Euromarfor: des capacités militaires européennes en Méditerranée. - C. Les caractéristiques d'Euromarfor. Rapport d'information n°183 (1997-1998), déposé le 17 décembre 1997 et mis à jour le 03 avril 2023. [<https://conferenceconsensuslogement.senat.fr/rap/r97-183/r97-1835.html>]
- Sénat. (2002). Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi, autorisant la ratification du traité entre la République française, le Royaume d'Espagne, la République d'Italie et la République portugaise portant statut de l'Eurofor, par M. Serge VINÇON, Sénateur. N°3. Session ordinaire de 2002-2003. Annexe au procès-verbal de la séance du 2 octobre 2002. [<https://www.senat.fr/rap/l02-003/l02-0031.pdf>]
- Sénat. (2023, avril 3). L'avenir du groupe aéronaval (La nécessité d'un second porte-avions). Rapport d'information n°358 (1999-2000) de la commission des Affaires étrangères. [https://www.senat.fr/rap/r99-358/r99-358_mono.html]

BIBLIOGRAPHIE

Articles universitaires :

- Galbet, A. (1995). Marine - Les forces maritimes européennes. *Revue Défense Nationale* n°568 - octobre 1995, p.174-176. RDN. [<https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=15531>]
- Germond, B. (2005). Les missions des marines militaires européennes depuis 1989. *Relations internationales*, n°122 (2), p.105-116. Cairn. [<https://doi.org/10.3917/ri.122.0105>]
- Giuliani, J.-D. (2016). L'Europe a-t-elle une stratégie maritime ? *Revue Défense Nationale*, n°789 (4), p.31-36. Cairn. [<https://doi.org/10.3917/rdna.789.0031>]

Articles de presse :

- Capital. (2020, novembre 11). « Vers une stratégie française utile à l'Europe ». Des hauts gradés de l'armée publient leur manifeste. [<https://www.capital.fr/economie-politique/vers-une-strategie-francaise-utile-a-leurope-des-hauts-grades-de-larmee-publient-leur-manifeste-1385638>]
- Gros-Verheyde, N. (2019, septembre 27). Prendre le commandement d'Euromarfor: c'est stimulant (Vae jean-philippe rolland) - Le vice-amiral d'escadre Jean-Philippe Rolland a pris ses fonctions de chef de la force maritime Euromarfor la semaine dernière à Toulon. Une force mal connue. Entretien. *Le quotidien de l'Europe géopolitique*. B2 Pro. [<https://club.bruxelles2.eu/2019/09/la-prise-de-commandement-deuromarfor-un-engagement-stimulant-vae-rolland/>]

Sites internet :

- Rapport sur la Frégate Aconit (F713). (s. d.). [<https://barcelone.consulfrance.org/IMG/pdf/Aconit.pdf>]

Vidéographie :

- Chaîne YouTube de l'EUROMARFOR. [<https://www.youtube.com/@euromarfor1303>]
- Marine nationale. (2020, mai 25). Vidéo : 25 ans EUROMARFOR – 1995 - 2020 : 25 ans de la Force maritime européenne EUROMARFOR. Ce partenariat militaire inédit entre l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la France, mène des missions de sécurité maritime, humanitaires et de gestion de crise. Que ce soit sous mandat de l'Union Européenne, de l'OTAN ou de l'ONU, cette force navale conjointe a participé à plusieurs opérations d'envergure. En septembre dernier, la France en a pris le commandement pour deux ans. [<https://www.facebook.com/marinenationale.official/videos/25-ans-euromarfor/260843711697137/>]
- Naval News. (2019, septembre 20). French Navy Takes Command of EUROMARFOR. YouTube.[<https://www.youtube.com/watch?v=zRYT5fzhMo>]

DOSSIER

SOULÈVEMENT POPULAIRE

SOMMAIRE

19 INTRODUCTION
Matisse Dormoy

20 LES MOBILISATIONS EN SERBIE:
LE CRI D'ALARME DE LA
JEUNESSE FACE À UN SYSTÈME
SOURD ET CORROMPU
Apolline Charlois

24 SLOVAQUIE : LE RÉVEIL D'UN
PEUPLE PACIFIQUE
Louise Lemaire

29 DES MANIFESTATIONS
INTERROMPENT LE TOUR D'ESPAGNE
2025 : QUAND LA GÉOPOLITIQUE
S'EMPRE DU MONDE DU SPORT
Paul Petit

33 LE CAS FRANÇAIS : 10 SEPTEMBRE
LA SUITE DES GILETS JAUNES OU
UNE OPÉRATION SANS LENDEMAIN ?
Guerlain Dené

36 BIBLIOGRAPHIE



Introduction

RÉDIGÉE PAR MATISSE DORMOY

Alors que la France est en proie à des fractures intestines telles, qu'aucun gouvernement ne survit au jugement de la Chambre basse, elle-même remaniée l'année dernière, la question du pouvoir populaire se pose. Le 9 septembre dernier, le gouvernement népalais chute sous les assauts d'une jeunesse particulièrement revendicative fédérée par les réseaux sociaux : de nouveaux outils révolutionnent. Hong Kong, archipel sous impulsion démocratique britannique, se voit couper l'herbe sous le pied par le Parti communiste chinois à mesure que les années passent et que l'échéance décidée en 1997 approche. Les Slovaques, eux, scandent au Premier ministre de quitter ses fonctions et s'insurgent face à la politique pro-russe menée actuellement. Ces épisodes de révolte, leur répétition ainsi que leurs tenants et aboutissants nous invitent à réfléchir sur les relations entre un État et le peuple qu'il (qui le) gouverne.

Le soulèvement populaire, comme concept socio-politique, renvoie à un imaginaire collectif varié mais répond néanmoins à plusieurs caractéristiques communes. Pour en comprendre les contours, il faut se pencher sur le travail de définition.

Un « mouvement massif de révolte », tel est défini le mot « soulèvement » dans le dictionnaire. Il semble alors que l'aspect quantitatif soit mis en avant afin de le distinguer. Pour qu'un mouvement soit soulèvement, il faut atteindre un certain seuil de fédérés. C'est également une image, celle d'une table de jeu sur laquelle se déroule une partie biaisée. Une table qui se trouve renversée par un des participants, visiblement fatigué d'être celui qu'on essaye de duper. C'est une réaction à une situation jugée injuste.

Le mot « populaire », lui, se révèle bien plus difficile à cerner tant ses frontières demeurent floues. Est populaire ce qui émane du peuple : une chanson populaire naît du folklore et en fait intrinsèquement partie. Est populaire ce qui plaît au peuple : une personnalité populaire est connue et, généralement, appréciée du grand public.

Est populaire ce qui est propre au peuple : une tradition populaire appartient à son environnement et à ceux qui le composent. Et si, finalement, la définition qui se dessine n'était autre qu'un subtil mélange de toutes ces esquisses ?

À la lumière de cette définition, comprendre les dynamiques internes à un pays induit l'étude de ces mouvements, car aussi longs soient-ils, les soulèvements placent un marqueur sur la frise chronologique de l'histoire d'un État. Un marqueur qui transcende les frontières et imprime une image à l'international. Que ce soit par le traitement médiatique ou les prises de positions gouvernementales, la capacité d'un peuple à s'exprimer et la réception du propos sont des indicateurs majeurs de la santé d'une nation.

Le jeu de perception conditionne l'impact de chaque épisode de révolte. Vu de l'intérieur, le désordre provoque un positionnement de sauvegarde naturelle. Autrement dit, face à l'instabilité politique, les ménages auront une propension plus élevée à se retirer de la consommation par précaution, et dans les cas où la situation s'installe durablement, elle peut même aller jusqu'à alimenter elle-même le mouvement. Ainsi, un mécanisme auto-alimenté peut plonger un pays dans le chaos institutionnel. De plus, Vu de l'extérieur, les révoltes érodent la confiance, les relations interétatiques et dévient les investissements. Une population lassée étant plus encline à perdre en productivité et à reproduire le climat de tension au sein même d'une structure.

Ainsi, ce dossier se propose d'analyser les mouvements de révolte récents à travers le monde, en s'arrêtant d'abord sur la situation en Serbie, où la corruption endémique a entraîné la mort de nombreux civils. Le cas slovaque est également mis en lumière, à travers une étude de l'évolution du comportement politique de sa population. En Espagne, l'édition de la Vuelta a été interrompue par des manifestations dénonçant la situation à Gaza. Enfin, les récentes mobilisations de blocage en France font elles aussi l'objet d'un examen approfondi, afin d'en saisir les ressorts et d'éclairer les causes d'un malaise politique persistant.

LES MOBILISATIONS EN SERBIE: LE CRI D'ALARME DE LA JEUNESSE FACE À UN SYSTÈME SOURD ET CORROMPU

RÉDIGÉ PAR APOLLINE CHARLOIS



Les manifestants rassemblés à Nis, en Serbie, le 1er mars 2025 en opposition au président Aleksandar Vucic.
©Andrej Isakovic/AFP. The Conversation. 10 mars 2025

Note : Par souci d'uniformisation, les accents originaux ne seront pas présents dans le corps du texte.

Le 20 septembre 2025, fut organisé un défilé militaire à Belgrade, au cours duquel la Serbie, candidate à l'intégration européenne, a présenté 19 nouveaux systèmes d'armes tels que des missiles anti-aériens chinois, des chars russes ou encore des Rafale français. Le thème de cette démonstration de matériel était la « force de l'unité ». Cette prétendue unité masque en réalité une indubitable opposition de la population estudiantine au président, Aleksandar Vucic, ayant explosé en novembre 2024. Depuis l'accident de Novi Sad, des dizaines de milliers de manifestants envahissent les rues du pays pour protester contre le caractère autocratique du pouvoir, le népotisme, l'incurie des pouvoirs publics et la corruption qui règne sur le pays de 6,6 millions d'habitants. Alors, quels liens peut-on établir entre un accident mortel et un soulèvement massif de la population ?

I. NOVI SAD COMME POINT DE DÉPART DE LA BATAILLE DES ÉTUDIANTS POUR LA DÉMOCRATIE.



Document n°1 : Carte de Novi Sad © Courrier International

Le 1^{er} novembre 2024, l'auvent de la gare ferroviaire de Novi Sad, la seconde ville la plus peuplée de Serbie, s'effondre en pleine journée, tuant seize personnes,

dont deux enfants, ainsi que des étudiants. Ce tragique événement entraîne un gigantesque mouvement de protestation des citoyens serbes contre la corruption qui règne dans le pays. Ce sont les plus importantes mobilisations depuis celles ayant fait tomber Slodoban Milosevic, en 2000, dans le contexte de la « révolution des bulldozers ».

La gare avait été inaugurée par le ministre des Transports serbe, Goran Vesic quelques mois plutôt. C'était un consortium de quatre entreprises qui était chargé des travaux : deux chinoises ; une française et une hongroise. La gare se trouvant sur le segment Belgrade-Budapest, les travaux opérés par le conglomérat d'entreprises sont intervenus dans un contexte de rénovation des infrastructures desservant les Nouvelles Routes de la Soie. Ainsi, dans un premier temps, les étudiants ont commencé à manifester dès novembre 2024 afin d'obtenir la publication des contrats de rénovation de la gare ainsi que tous les documents officiels relatifs aux travaux. En effet, l'accident est imputé par les Serbes à une corruption endémique et à des normes non respectées, la structure de béton et d'acier s'étant effondrée juste après une rénovation. Le premier ministre, Milos Vucevic, démissionne le 28 janvier 2025, tout comme Milan Djuric, maire de Novi Sad, après trois mois d'intenses manifestations de la jeunesse. Celles-ci ont lieu presque tous les jours, pendant 15 minutes, à l'heure de l'effondrement, 11h52.

Cependant, cela n'a pas suffi à calmer la colère des étudiants, leur principale revendication étant le départ du président Aleksandar Vucic, présent au sein de l'exécutif depuis 2014, puisque président du gouvernement, puis président de la République depuis 2017. L'ancien ministre de l'Information sous Slodoban Misolesvic a dirigé le parti radical serbe à partir de 2003 (SRS- Srpska radikalna stranka) avant de rejoindre le parti progressiste serbe (SNS- Srpska napredna stranka) en 2008.

Les manifestations très pacifiques depuis novembre 2024 se font de plus en plus violentes à partir d'août 2025, mois au cours duquel des hooligans proches de la mafia serbe et du pouvoir interviennent dans les rassemblements afin d'apeurer les manifestants en employant la violence physique. À noter que cette stratégie avait déjà été utilisée lors de la révolution de Maïdan dix ans plus tôt (2013-2014) en Ukraine.

Le président serbe accuse notamment des services étrangers d'être derrière cette «révolution de couleurs», attisant ainsi les courants pro-russes.

II. REVENDICATIONS DU MOUVEMENT ET RÉSISTANCE À L'INTIMIDATION

Le journal serbe pro-opposition Vreme parle de ces manifestations comme d'une « éruption de la colère civique ». Ainsi, le 15 mars a eu lieu une des plus grandes manifestations de l'histoire du pays, qui d'après le chercheur Srdja Pavlovic aurait rassemblé entre 100 000 et 300 000 personnes. Au fil des mois, les syndicats se sont joints aux étudiants : sur 2,36 millions de travailleurs en Serbie, 500 000 sont syndiqués, c'est donc une force non négligeable.

La particularité de ce mouvement est qu'il est apolitique: il ne comporte aucune affiliation à quelconque parti. Il est également leaderless, comme celui qui avait embrasé Hong-Kong entre 2019 et 2020. Ces types de mouvements sont propulsés par Internet, qui leur permet de se maintenir. Ils sont apparus en même temps que les smartphones et ont pris de l'ampleur, notamment durant le Printemps arabe, comme l'explique Yves Cohen, directeur d'études à l'EHESS, en employant les termes de « foules raisonnables » dans un article paru en 2018.

Les protestations durent depuis novembre 2024, et sont loin de s'essouffler puisque les manifestations ont lieu encore quotidiennement. De même, aucun chef de file n'est identifiable ; les manifestants ne veulent ni dialogue ni compromis, uniquement de l'action. Ainsi, la force du mouvement repose sur le fait qu'il transcende tous les clivages partisans traditionnels, explique le chercheur à l'université de Belgrade Ivica Mladenovic.



Document n°2 : Des étudiants tiennent une pancarte où il est écrit « la corruption tue, vous avez du sang sur les mains » ©Andrei Isakovic Agence France Presse, Le Devoir. Décembre 2024.

La main ensanglantée est un des symboles de protestation : la corruption tue. Les revendications des manifestants sont multiples. Tout d'abord, la transparence concernant la publication des documents liés aux travaux est la principale, ainsi que la tenue d'une enquête indépendante sur les circonstances de l'accident de Novi Sad.

Ensuite, ceux-ci souhaitent l'abandon des poursuites contre les manifestants, la lutte active contre la corruption, et enfin la tenue d'élections anticipées, dans le but de renverser le gouvernement d'Aleksandar Vucic. Cependant, concernant la première revendication du mouvement, il n'y a pas d'accords juridiques entre la Serbie et la Chine pour transmettre les documents des entreprises chinoises opérant en Serbie comme l'a expliqué Bojana Savovic, experte anti-corruption et procureure de la République, dans un article pour Le Monde Diplomatique, ce qui rend l'enquête nébuleuse. De plus, le pouvoir serbe est soupçonné d'avoir utilisé le 15 mars, un canon à son (LRAD- long range acoustic device) pour disperser les manifestants. Cette arme non létale et encore jamais utilisée en Europe est illégale. Aleksandar Vucic a chargé le FSB, le service de renseignement russe de mener une enquête à ce sujet.

III. UNE CERTAINE AMBIVALENCE DES PUISSANCES EUROPÉENNES ET ÉTRANGÈRES : LE CROISEMENT DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES.

Le groupe consultatif sur les politiques des Balkans, Balkans in Europe Advisory Group (BiEPAG), fondé en 2013 et composé d'experts de l'État de droit définit le terme de « stabilocratie » comme suivant : « un régime qui comporte des lacunes considérables en termes de gouvernance démocratique, mais qui jouit d'une légitimité externe offrant une certaine stabilité supposée ». En effet, la Serbie est candidate à l'intégration européenne depuis mars 2012, mais mène une politique ambivalente, plongeant son aspiration européenne dans le brouillard. Ainsi, malgré la corruption endémique et les nombreux manquements à l'État de droit (liberté d'expression, agression de journalistes), la France est un important partenaire économique de la Serbie, notamment dans le domaine des infrastructures. En 2023 a été signé un *Memorandum of Understanding* concernant un partenariat entre une filiale du groupe

RATP et la ville de Belgrade afin de construire des lignes automatisées. Ce partenariat fut renouvelé en mars 2025.

Les membres de l'Union européenne (UE) ont une attitude ambivalente face à ce régime qui acquiert sa légitimité externe par le biais du commerce. Ainsi, la France lui a vendu des Rafale en 2024, provoquant une polémique en Europe, Belgrade ayant aussi commandé des hélicoptères et des batteries de défense antiaérienne à Pékin. Quant à l'Allemagne, elle compte sur le lithium serbe pour alimenter ses usines de voitures. Le vice-président de la Commission européenne a d'ailleurs signé un accord de coopération en 2024 avec la Serbie concernant l'approvisionnement en matériaux pour batteries. L'UE importe en effet 97% du lithium qu'elle utilise et tente de diversifier son approvisionnement et réduire sa dépendance envers Pékin.

Si l'Europe est très intéressée par les ressources serbes et semble fermer les yeux sur la situation de l'État de droit dans le pays, elle n'est pas la seule à les convoiter. En effet, le premier partenaire stratégique global entre la Chine et la Serbie est signé en 2009 et Xi Jinping s'est rendu à Belgrade récemment, en 2024. La Serbie étant en manque d'infrastructures, mais possédant une base industrielle robuste, la Chine a choisi de miser sur sa croissance certaine. Cependant, la rentabilité pour la Serbie des investissements chinois est questionnable, notamment dans le cas de l'exploitation des ressources naturelles. Pékin a en effet mis la main sur une des ressources serbes : le cuivre. Ainsi, à l'est de la Serbie, les mines de cuivre possédées par RTB Bor, une entreprise serbe au bord de la faillite, ont été rachetées à 63% par l'entreprise Zijin Mining en 2018.



Document n°3 : La ville de Bor, polluée par les particules et l'arsenic qui circule dans l'air © Reporterre, janvier 2020.

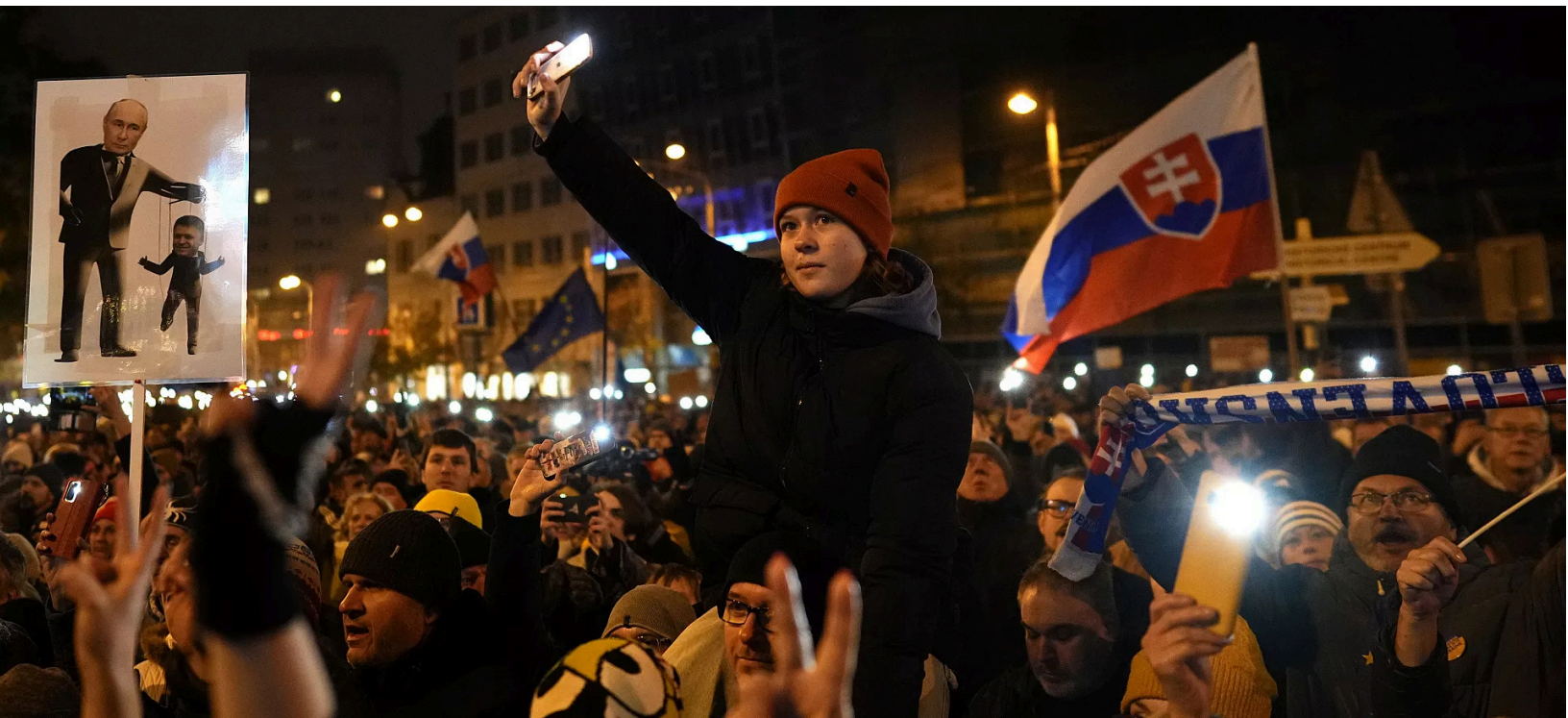
jDans le contexte de la guerre du Kosovo, l'ambassade de Chine à Belgrade est bombardée, tuant deux journalistes chinois et provoquant la colère de l'opinion publique chinoise. Cet événement rapproche les deux pays qui entretiennent un mépris commun des États-Unis. Ainsi, la Chine est le second partenaire économique de la Serbie. En effet, le 17 octobre 2023, les ministres du Commerce serbe et chinois ont signé un accord de libre-échange, premier de ce genre entre Pékin et une nation d'Europe centrale. Il stipule que 90% des produits serbes exportés en Chine comme les moteurs électriques ou les pneus seront exemptés de taxes. La Serbie constitue en effet une porte d'entrée vers le vieux continent, notamment grâce au tracé des Nouvelles Routes de la Soie (184km du chemin de fer du projet passent par la Serbie). De plus, les deux pays partagent des prises de position comme le refus de s'aligner à la politique européenne envers la Russie (la Serbie est le seul pays du continent refusant d'appliquer les sanctions contre Moscou), ou encore le fait que Pékin ne reconnaisse pas l'indépendance de Taïwan, de la même manière que Belgrade ne reconnaît pas celle de Pristina.

CONCLUSION

Nous avons donc mis en lumière les événements de novembre 2024 et ses conséquences sur la jeunesse serbe, et plus largement sur la société civile. La lutte contre la corruption fait encore rage, mais le caractère transversal de ces protestations permet au mouvement de survivre. Ensuite, nous avons montré que les revendications dépassent la volonté d'obtenir la transparence du gouvernement à propos des circonstances de l'accident, puisqu'elles atteignent directement le pouvoir exécutif. Enfin, nous avons analysé l'ingérence chinoise en Serbie, dont les ressources sont également convoitées par certains membres de l'UE. Belgrade cherche à intégrer l'Union depuis plus de dix ans, mais entretient un brouillard en matière de réformes de l'État de droit, puisque sa position est légitimée par de nombreux partenariats économiques divers et variés. Ainsi, cet état de stabilocratie est entretenu par le lien établi entre le gouvernement corrompu, les entreprises étrangères n'appliquant pas les normes de sécurité, et les transactions économiques générées par les ressources naturelles serbes.

SLOVAQUIE : LE RÉVEIL D'UN PEUPLE PACIFIQUE

RÉDIGÉ PAR LOUISE LEMAIRE



Des Slovaques manifestant dans les rues de Bratislava le 17 novembre 2024.

©Petr David JOSEK pour Euronew.

Le 16 septembre 2025, des milliers de Slovaques ont manifesté à travers leur pays pour protester contre la politique menée par leur Premier ministre Robert FICO, figure politique majeure et controversée. Ce soulèvement populaire récent permet de mettre en lumière la Slovaquie, pays d'Europe centrale peuplée par 5,4 millions de Slovaques, plus particulièrement son peuple et son histoire.

I. LES SLOVAQUES, UNE TRIBU SOUS DOMINATION ÉTRANGÈRE

À l'origine, « Slovaque » désignait les membres d'une tribu qui s'installèrent au IV^{ème} siècle dans la région appelée alors Moravie, qui correspond plus ou moins au territoire de la Slovaquie actuelle. Dans un premier temps, cette tribu est placée sous domination tchèque puis sous domination magyare à partir de 1018, et ce durant neuf siècles. À partir du XIII^{ème} siècle, les grandes villes sont colonisées par des peuples allemands et polonais qui s'y installent afin d'exploiter les richesses du sol minier. Cette colonisation est plutôt bien acceptée

par la population car elle permet ainsi à ces villes de rester dynamiques sur le plan économique. En définitive, durant le Moyen-Âge, les Slovaques constituaient une tribu placée sous la coupe de plusieurs nations, plus motivés par des enjeux territoriaux et/ou économiques que par leur sentiment d'appartenance à une nation définie.. À partir de la fin du XV^{ème} siècle, d'intenses luttes sociales éclatent en Moravie. Des phénomènes d'insurrection sont recensés dans les villes minières victimes d'ingérence allemande, polonaise ou hongroise conjointement à des soulèvements paysans ; le sentiment de révolte gagne les villes comme la campagne. En 1536, suite à la prise de Buda par les Turcs, les Hongrois installent leur capitale à Bratislava et y font sacrer leurs rois. Tout au long des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècle, la Slovaquie devient le théâtre des affrontements opposant la Hongrie des Habsbourg – les Habsbourg se sont emparés de la couronne de Hongrie en 1526 dans le cadre d'une opération militaire – et des nations voisines tandis que les Slovaques ne se mêlaient pas ou peu de la situation politique agitant leur territoire.

Les Slovaques voient en la révolution de 1848 une occasion de réclamer davantage de libertés auprès du gouvernement hongrois : liberté de réunion, autonomie linguistique et plus d'autonomie politique. En réponse à cette demande, la Hongrie déploie son armée et les Slovaques réduits au silence. À la suite de cette opportunité manquée, plusieurs soulèvements populaires contre la domination politique hongroise et la domination industrielle germanique sont initiés mais rapidement réprimés car trop fragiles. Le XIX^{ème} siècle est marqué par l'abolition du servage qui facilite la mise en valeur des arts slovaques. C'est durant ce siècle que naît réellement un sentiment national slovaque, en opposition à la domination hongroise. Pacifiquement, les Slovaques réussissent à obtenir davantage d'autonomie de la part de la Hongrie. En 1861, un Mémoire de la nation slovaque est adopté, celui-ci autorise la création d'une région slovaque de Haute-Hongrie, région dans laquelle le slovaque devient officiellement la langue de l'enseignement et de l'administration. Alors que le sentiment slovaque se renforce, la fin du XIX^{ème} siècle est caractérisée par les départs massifs des Slovaques vers le Nouveau-Monde, soit les États-Unis d'Amérique. En effet, ce sont environ 500 000 Slovaques qui quittent le territoire de la région slovaque de Haute-Hongrie pour les États-Unis entre 1899 et 1913.

II. LE XX^{ème} SIÈCLE : UNE SOIF D'INDÉPENDANCE QUI SE TRADUIT PAR DES SOULÈVEMENTS POPULAIRES PACIFIQUES AU SEIN D'UNE EUROPE AGITÉE

À l'issue de la Première Guerre mondiale, l'Empire austro-hongrois est dissous. La région slovaque de Haute-Hongrie est ainsi rattachée aux pays tchèques. L'accord de Pittsburgh ratifié en 1918 proclame l'indépendance de la Première République tchécoslovaque. Rapidement, les Slovaques se montrent déçus par son application en demi-teinte. Néanmoins, Slovaques et Tchèques apprennent à cohabiter et à faire fructifier leur système économique commun. L'invasion des Sudètes en septembre 1938 planifiée par Adolf Hitler conduit à la dissolution de la Tchécoslovaquie et donc à l'indépendance de la Slovaquie. Le 7 octobre 1938, la Slovaquie installe un gouvernement autonome grâce au soutien du régime nazi. Or, la Hongrie parvient à envahir la partie méridionale de la Slovaquie indépendante.

Le tout jeune gouvernement autonome slovaque accepte l'ingérence de l'Allemagne nazie pour endiguer l'invasion hongroise. En échange, la Slovaquie sert de base arrière à la Wehrmacht lors de l'invasion de la Pologne par les troupes du Reich. Entre 1939 et 1945, la Slovaquie peut être considérée comme étant un État fasciste ; Monseigneur Jozef Tiso, à la tête du gouvernement slovaque, entretenant des liens amicaux profonds avec Adolf Hitler. Durant la Seconde Guerre mondiale, les Juifs slovaques ne sont pas épargnés par la Shoah : 70 000 Juifs résidant sur le territoire de la Slovaquie sont regroupés à Bratislava puis envoyés dans les camps en Pologne. Seulement 5 000 en reviendront vivants. C'est dans ce contexte d'ingérence allemande, plus précisément nazie, que se déroule l'un des plus importants soulèvements populaires en Slovaquie. Dès décembre 1943, des résistants slovaques s'opposant au régime d'Hitler se regroupent en un Conseil national slovaque mené par des communistes et des sociaux-démocrates, dont certains depuis Londres où ils sont exilés. Il faudra patienter jusqu'au mois d'août 1944 pour qu'éclate leur coup d'État victorieux contre Jozef Tiso. En septembre, le Conseil national se prononce en faveur d'une « cohabitation fraternelle avec la nation tchèque au sein d'une nouvelle République tchécoslovaque ». Le 27 octobre 1944, les troupes allemandes débarquent à Bratislava et remettent en place Monseigneur Tiso, mettant fin à un soulèvement populaire d'ampleur. La Slovaquie est libérée du joug nazi en 1945 par les troupes soviétiques. Ne pouvant résister à la colère populaire, Jozef Tiso finit par être pendu aux côtés de ses collaborateurs à Bratislava devant les Slovaques.

En 1960, le Tchèque Rudolf Slansky, chef du gouvernement tchécoslovaque soutenu par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (U.R.S.S.) de Nikita Khrouchtchev, instaure l'application d'une nouvelle Constitution liberticide. Cette dernière n'autorise qu'un parti politique unique, accentue la répression des opposants politiques ainsi que la censure, encourage la planification de l'économie. Le peuple slovaque participe au renversement du gouvernement en 1967 lors du Printemps de Prague. Ce soulèvement populaire qui s'inscrit dans un mouvement contestataire gagnant toute l'Europe de l'Est débouche sur l'installation d'un nouveau gouvernement conduit par Alexander Dubcek qui met rapidement en œuvre des réformes démocratiques.

L'U.R.S.S. qui voit d'un mauvais œil le rétablissement de certaines libertés ainsi que de la démocratie envahit la Tchécoslovaquie avec l'aide de ses alliés signataires du Pacte de Varsovie. Le gouvernement tchécoslovaque appelle les citoyens et l'armée à ne pas résister en utilisant des armes mais en dialoguant en russe avec les envahisseurs afin de leur expliquer leur démarche et tenter de leur faire réaliser qu'ils sont les victimes d'une propagande. Toujours dans l'objectif de résister de manière pacifique, les Tchécoslovaques réalisent de petites actions insignifiantes pour déstabiliser les soldats Soviétiques. Par exemple, ils coupent les points d'eau lors des fortes chaleurs estivales. Face à l'attitude non-violente des Tchécoslovaques, les envahisseurs usèrent peu de leurs armes. Néanmoins, l'U.R.S.S. réussit à installer un régime communiste liberticide à la tête de la Tchécoslovaquie, et ce jusqu'aux événements de la « Révolution de velours ». En effet, le 16 novembre 1989, les opposants à ce régime, principalement des étudiants, se rassemblent nombreux à Bratislava puis le lendemain à Prague. Ces soulèvements populaires se déroulent de manière totalement pacifique, ce qui justifie le nom de « révolution de velours ». Ils sont toutefois réprimés par la police. Cela ne parvient pas à faire taire les manifestations qui se regroupent du 19 au 27 novembre dans toutes les grandes villes de Tchécoslovaquie. Le 25 novembre marque le pic de cette révolution avec 800 000 Tchécoslovaques dans les rues pour protester toujours de manière non-violente contre le système en place. Sous la pression populaire, le Président communiste démissionne le 10 décembre 1989 et un nouveau gouvernement à majorité non-communiste est choisi. En 1992, alors que l'U.R.S.S. vient de chuter, Tchèques et Slovaques tentent de se mettre d'accord sur la structure que l'État tchécoslovaque doit adopter. Cependant, les avis des représentants des deux peuples divergent : les Slovaques plébiscitent la mise en place d'un État fédéral contrairement aux Tchèques. Face à cette situation de blocage, les Président tchécoslovaque Vaclav Havel démissionne, laissant libre la voie de l'indépendance d'une République tchèque et d'une République slovaque. En novembre 1992, l'Assemblée tchécoslovaque vote l'extinction de la République tchécoslovaque. Cette décision prend le nom de « divorce de velours » car les deux partis tombent d'accord sur les conditions de la séparation sans aucune tension. Le divorce de velours prend effet au 1er janvier 1993.

III. ROBERT FICO, FIGURE POLITIQUE MAJEURE DE LA SLOVAQUIE MODERNE, PLUS QUE JAMAIS CONTROVERSÉ

La Slovaquie obtient donc son indépendance en 1993. Néanmoins, ce n'est qu'en mai 1999, qu'ont lieu les premières élections au suffrage universel. Les 16 et 17 mai 2003, les Slovaques se mobilisent massivement lors du référendum concernant l'intégration de la Slovaquie à l'Union européenne (U.E.). Les résultats sont sans appel : 92 % des votes exprimés sont en faveur de l'intégration. La Slovaquie devient donc un nouveau pays membre de l'U.E en même temps que la République Tchèque, soit en mai 2004, juste après avoir intégré l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.) en mars de la même année.

Né en 1964, Robert Fico est un avocat de profession, parlant couramment le slovaque, le russe et l'anglais. Entre 1994 et 2000, il représente la Slovaquie auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. Le 17 juin 2006, son parti politique, le Smer-SD alors dans l'opposition, gagne les élections législatives anticipées. Désigné Premier Ministre, Robert Fico décide de renforcer son pouvoir en s'alliant avec deux partis politiques nationalistes, créant ainsi le pacte dit « rouge-brun » car conclu entre les forces socialistes et les forces d'extrême-droite slovaques. Cette coalition est vivement critiquée par les Slovaques et l'U.E. Le Premier ministre est exclu du parti socialiste européen, lui qui se dit pourtant profondément en faveur des valeurs portées par l'U.E. En 2010, Robert FICO devient le leader de l'opposition après que le parti conservateur soit arrivé en tête des élections. Cependant, les partis de droite formant la nouvelle coalition peinent à s'entendre ce qui oblige le gouvernement à organiser des élections législatives anticipées en 2012. Le Smer-SD réussit son retour en force en obtenant la majorité absolue de voix, une première dans l'histoire électorale de la Slovaquie. Cette large victoire permet à Robert Fico d'être intronisé Premier ministre pour la deuxième fois le 4 avril 2012.

Lors de la campagne des législatives de 2016, le Premier ministre adopte un discours anti-islam, promettant de « surveiller chaque musulman du pays », et anti-immigration évoquant régulièrement les « risques liés associés à la migration ». (Gauquelin, 2016) Ces déclarations controversées lui valent le surnom

« d'Orban de la gauche » en référence à son homologue hongrois également anti-islam, anti-immigration et homophobe. Suite aux résultats des élections de 2016 qui placent le Smer-SD en tête mais sans majorité absolue, Robert FICO s'accroche de nouveau à une coalition avec l'extrême-droite. En avril 2017, 5 000 étudiants marchent dans les rues de Bratislava pour dénoncer la corruption qui semble animer les décisions prises par le gouvernement formé par le Smer-SD et les partis d'extrême-droite. Il s'agit là de la première manifestation d'ampleur contre Robert Fico depuis qu'il occupe le poste de Premier ministre. Le 21 février 2018, le journaliste Jan Kuciak, connu pour ses enquêtes sur les liens étroits entre la mafia italienne Ndrangheta et le gouvernement slovaque, est assassiné à son domicile avec sa compagne. Cet événement marque un tournant dans l'histoire de la Slovaquie moderne. Une semaine après ce drame, un millier de citoyens dont de nombreux journalistes défilent devant le siège du gouvernement slovaque, dénonçant le fait que « Les hommes politiques ont leur part de responsabilité dans le meurtre de Jan, au moins en propageant la haine contre les journalistes » (Ferey, 2018). Le 9 mars 2018, 40 000 personnes arpentent les rues de Bratislava dans l'objectif de dénoncer la corruption qui monopolise les actions du gouvernement ainsi que la politique de R.Fico. Ce dernier démissionne le 14 mars. Cette manifestation fut la plus importante depuis la révolution de velours et donc de la Slovaquie moderne.

Dans le cadre des élections de 2023, le parti populiste de Fico fait campagne sur l'abrogation de l'aide à l'Ukraine. En effet, le Smer-SD estime que trop d'investissements sont réalisés pour aider les Ukrainiens, à défaut d'améliorer le quotidien des Slovaques. Le parti de Robert Fico arrive finalement en tête avec seulement 23 % des voix, ce qui l'oblige de nouveau à proposer une coalition aux partis d'extrême-droite. De nouveau au pouvoir, Robert Fico traduit en justice les magistrats décidés à mener des enquêtes au sujet de la corruption qui anime son gouvernement. Le 15 mai 2024, Robert Fico, alors en exercice, est victime d'une tentative d'assassinat lors d'un déplacement à Handlova. Atteint par les tirs de quatre balles, ses jours sont en danger mais il sort finalement vivant de cet événement, et reprend ses fonctions dès le mois de juillet. Déjà très proche de Viktor Orban, le Premier ministre se rapproche des États-Unis de Donald Trump depuis la réélection de ce dernier en novembre 2024.

À l'occasion de la commémoration du 35ème anniversaire de la révolution de Velours, des milliers de personnes se sont rassemblées le 17 novembre 2024 à Bratislava, dénonçant la politique menée par Fico et son gouvernement. En effet, ces manifestants accusent le gouvernement de censurer une partie des journalistes et artistes, ainsi que d'entretenir une mauvaise gestion des fonds publics. Un jeune étudiant de 19 ans justifie sa présence en cette date symbolique en expliquant que « le gouvernement tente de supprimer les libertés pour lesquelles les générations de 1989 se sont battues » (AFP / Le Temps, 2024). C'est à partir de ce jour que le soulèvement populaire, encore actuel, commence à prendre de l'ampleur partout dans le pays. Le 24 janvier 2025, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui se réunissent de nouveau à Bratislava, et des milliers dans d'autres villes du pays, demandant la démission de Robert Fico suite, entre autres, à son rapprochement annoncé avec la Russie de Vladimir Poutine. Face à l'ampleur de ce soulèvement, le Premier ministre a déclaré qu'il réunirait le Conseil de sécurité dans l'optique de réprimer toute « préparation de coup d'État » (AFP / La Croix, 2025). Mais alors que les manifestants demandaient jusqu'à présent la démission du gouvernement slovaque, le ton employé ainsi que les revendications ont gagné en intensité en ce mardi 16 septembre 2025. En effet, les milliers de Slovaques rassemblés devant le siège du gouvernement ont scandé sans relâche « Assez de Fico ! » ou encore « Fico en prison » (AFP / Le Figaro, 2025). Ce nouvel élan de colère a notamment été causé par les annonces du gouvernement qui souhaite que tous les Slovaques contribuent davantage au budget de l'Assurance maladie. De plus, pour des raisons économiques similaires à celles évoquées par François Bayrou en France, le gouvernement propose de supprimer plusieurs jours fériés parmi les 15 jours fériés établis en Slovaquie. Cependant, les Slovaques sont aussi scandalisés par la rencontre entre leur dirigeant et Vladimir Poutine au début de ce même mois, rencontre durant laquelle Vladimir Poutine a loué la « position indépendante » de la Slovaquie face à la guerre russo-ukrainienne. Or, la majorité des Slovaques prouvent régulièrement leur soutien au peuple ukrainien, craignant aussi des répercussions pour leur propre pays. Il serait intéressant de surveiller les réactions populaires en Slovaquie suite à l'adoption par le Parlement slovaque d'un amendement constitutionnel restreignant la possibilité de changer de sexe et interdisant l'adoption aux couples homosexuels ce 26 septembre 2025.

CONCLUSION

Le peuple slovaque, uni tardivement par un sentiment national, a longtemps eu son destin entre les mains d'autres puissances européennes. Cependant, cela n'a pas empêché l'existence de soulèvements populaires, souvent réprimés. Ce n'est qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale que les soulèvements exclusivement slovaques ont pris de l'ampleur. La Révolution de velours de 1988 marquera l'Histoire grâce à sa non-agressivité dans un contexte géopolitique européen troublé. Cependant, il est intéressant d'étudier les manifestations qui émaillent la Slovaquie moderne actuellement. Alors que le Premier ministre Robert Fico continue d'occuper de manière controversée la scène politique slovaque depuis plus de 20 ans, la suite du conflit russo-ukrainien tout comme les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la crise économique en cours pourraient participer à un réveil virulent des Slovaques, héritiers d'un peuple qui a toujours su gagner ses combats de manière pacifique.

DES MANIFESTATIONS INTERROMPENT LE TOUR D'ESPAGNE 2025 : QUAND LA GÉOPOLITIQUE S'EMPARE DU MONDE DU SPORT

RÉDIGÉ PAR PAUL PETIT



©Miguel Riopa, AFP

Le 23 août 2025, 184 coureurs cyclistes s'élançaient depuis Turin pour la 80e édition du Tour d'Espagne, plus communément appelé la Vuelta ("le tour" dans la langue de Cervantès). Ce tour, considéré comme l'une des trois plus prestigieuses courses du monde du cyclisme avec ses homologues italien et français, n'avait sur le papier pas de raison d'être particulièrement mémorable, la faute à l'absence du meilleur cycliste au monde, le Slovène Tadej Pogacar, et à un favori un peu trop évident : le Danois Jonas Vingegaard, double vainqueur du Tour de France en 2022 et 2023. Et si la logique a bel et bien été respectée, Vingegaard s'imposant en ayant mené 15 des 21 étapes du Tour, des événements extra-sportifs ont d'ores et déjà rendu cette édition mémorable et marquent peut-être un tournant dans la prise en compte de la guerre à Gaza par les acteurs du monde du sport.

I. DES MANIFESTANTS FONT ANNULER L'ÉTAPE FINALE DU TOUR D'ESPAGNE

Tout a commencé le 27 août lorsque des manifestants pro-palestiniens ont fait irruption devant les coureurs de la formation Israel-Premier Tech, obligeant ces derniers à mettre pied à terre. Six jours plus tard, d'autres manifestants arborant des drapeaux palestiniens ont tenté de traverser la route au moment du passage du peloton mais les forces de l'ordre les en ont empêchés. Ce n'est que le lendemain que les manifestants ont atteint leur objectif en forçant l'organisation du Tour à interrompre l'étape à 3 km de l'arrivée où s'étaient agglomérés les manifestants. Cette démonstration de force a eu un premier effet symbolique puisque l'équipe Israel-Premier Tech a supprimé le nom Israel des maillots de ses coureurs. Cependant l'équipe du milliardaire israélo-canadien Sylvan Adams a maintenu sa participation à l'épreuve, récoltant les louanges de Benjamin Netanyahu sur Twitter : «Bravo à Sylvan et à l'équipe cycliste d'Israël pour ne pas céder à la haine et à l'intimidation. Vous faites la fierté d'Israël». Ce n'était cependant que partie remise, les manifestants frappant un énorme coup en faisant annuler la dernière étape

censée arriver à Madrid ce 14 septembre. Près de 100 000 manifestants étaient réunis dans les rues de la capitale espagnole, contraignant l'organisation à suspendre la course à 56 kilomètres de l'arrivée tandis que résonnaient des slogans tels que « Cette Vuelta, c'est la Palestine qui la gagne ».

II. ACCUSATIONS DE SPORTWASHING DANS UN CONTEXTE D'EXTRÊME-VIOLENCE AU PROCHE-ORIENT

Ces événements font directement écho à la guerre que mène Israël en Palestine depuis presque deux ans en réponse aux attaques meurtrières du Hamas du 7 octobre 2023. Le mouvement terroriste islamiste avait lancé plusieurs roquettes causant la mort de près de 1200 Israéliens, dont une grande majorité de civils. La communauté internationale avait alors considéré légitime la riposte d'Israël qui a lancé des opérations militaires à grande échelle pour «éradiquer le Hamas ». Cet objectif a cependant servi d'excuse au gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu pour justifier toute la cruauté et la barbarie dont il a fait preuve. Ainsi on estime à plus de 60 000 morts et plus de 140 000 blessés les victimes palestiniennes du conflit et plus de 80 % d'entre elles seraient des civils selon les médias israéliens +972 et Mekomit et selon The Guardian. Ce bilan serait par ailleurs grandement sous-évalué, la revue scientifique britannique The Lancet estimait à 186 000 le nombre total de morts à Gaza sur les 10 premiers mois de la guerre. Face à ces violences, auxquelles il faut ajouter des discours déshumanisants d'autorités israéliennes vis-à-vis des Palestiniens ou encore la volonté manifeste du gouvernement de mener une politique coloniale dans la bande de Gaza, des acteurs extérieurs (internauts sur les réseaux sociaux, manifestants antisionistes ou partis de gauche comme La France Insoumise) ont très tôt accusé Israël de génocide à l'encontre des Palestiniens. Si ces accusations ont d'abord été marginalisées par les chefs d'État, Israël étant pleinement soutenu par les États-Unis, la France ou encore l'Allemagne, cette position est de plus en plus difficile à tenir, l'État hébreu étant de plus en plus isolé sur la scène internationale tandis que les voix qui lui sont hostiles se font chaque jour un peu plus fortes. Dans ces conditions, l'équipe Israel-Premier Tech a été accusée de sportwashing (utilisation du sport comme moyen d'améliorer sa réputation voire de camoufler ses agissements) par des associations

comme l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) ou le collectif Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS). Des accusations d'autant plus compréhensibles que le propriétaire de l'équipe avait déclaré en 2018 que «les membres de l'équipe sont des ambassadeurs du pays d'Israël, qui est la base de l'équipe. On utilise le sport pour créer des liens et porter l'image du pays».



Document n°1 : Les membres de l'équipe Israel-Premier Tech lors de la Vuelta ©AFP

III. L'ESPAGNE, FER DE LANCE DE LA CAUSE PALESTINIENNE EN EUROPE

Le contexte géographique et politique est également à prendre en compte pour expliquer l'importance des manifestations. De tels débordements avaient déjà été craints lors du Tour de France en juillet dernier, poussant les organisateurs à renforcer la sécurité autour de l'équipe israélienne, mais aucune perturbation de cette ampleur n'avait eu lieu. Cependant l'Espagne est un des principaux détracteurs d'Israël sur la scène internationale et le peuple espagnol est très sensible à la cause palestinienne. Dès le 16 octobre 2023, la ministre des Droits sociaux Ione Belarra avait appelé à ce que Benjamin Netanyahu soit amené devant la Cour Pénale Internationale et jugé pour crimes de guerre. En mai 2024, l'Espagne avait annoncé reconnaître officiellement l'État de Palestine, soit plus d'un an avant la France (qui a officiellement reconnu la Palestine le 22 septembre 2025). Le Premier ministre socialiste de l'Espagne Pedro Sanchez veut ainsi porter la cause palestinienne au sein des institutions européennes et a déjà pris de nombreuses mesures visant à « mettre fin au génocide à Gaza » parmi lesquelles la consolidation de l'embargo sur les armes à Israël effectif depuis octobre 2023 ou encore la fermeture de l'espace aérien espagnol aux avions transportant des armes vers Israël.

C'est donc dans ce contexte particulier qu'ont eu lieu les manifestations sur la Vuelta, événements que Pedro Sanchez a très vite soutenus, faisant part de « sa profonde admiration pour la société civile espagnole, qui se mobilise contre l'injustice » et appelant à ce qu'Israël ne participe à « aucune compétition internationale (...) tant que la barbarie continuerait ». Ces appels au boycott d'Israël des compétitions internationales de sport ne sont pas nouveaux, de nombreux internautes s'indignent sur les réseaux sociaux depuis plusieurs mois quant à la participation d'Israël aux Jeux Olympiques (JO) de Paris 2024 par exemple, mais c'est l'une des premières fois que ces critiques sont formulées par un gouvernement, qui plus est par un acteur aussi influent que l'Espagne dans le monde du sport. Un tel boycott ne viserait pas les athlètes israéliens eux-mêmes mais les équipes, clubs et sélections nationales du pays.

IV. UN BOYCOTT NE SERAIT PAS INÉDIT : LE PRÉCÉDENT RUSSE

Ces demandes ont d'autant plus de sens qu'il existe un précédent majeur et très récent dans le monde du sport. En effet, depuis 2022 et l'invasion de l'Ukraine, la Russie et la Biélorussie sont exclues de la plupart des manifestations sportives internationales. Dans les faits, cela veut dire qu'aucun événement sportif majeur n'est organisé sur le sol russe : ainsi la Coupe du monde de volleyball 2022 ou encore la finale de la Ligue des Champions de football 2022 ont toutes deux été délocalisées respectivement en Pologne/Slovénie et à Paris. De plus, les équipes russes ont été exclues des compétitions sportives : qu'il s'agisse des clubs ou de l'équipe nationale qui n'a ainsi pas pu participer aux éliminatoires pour la Coupe du monde de football 2022 seulement quatre ans après avoir accueilli la compétition. Cette exclusion généralisée peut d'ailleurs aller plus loin : la signature du basketteur Thomas Heurtel au Zenith de St-Petersbourg à l'été 2022 avait poussé la Fédération Française de Basketball à l'exclure de l'équipe nationale. S'il a changé de club depuis, il n'a toujours pas joué avec les Bleus. Dans les sports individuels comme le judo ou le tennis, les athlètes russes et biélorusses apparaissent sans drapeau, mesure certes symbolique mais qui touche quand même un certain nombre de joueurs et joueuses importants. De plus, la Russie et la Biélorussie ont été exclues des JO de Paris et n'ont pu envoyer qu'une délégation

famélique de 32 athlètes (15 Russes et 17 Biélorusses) concourant sous la bannière AIN (Athlètes Individuels Neutres) sous réserve de n'avoir « montré aucun soutien à la Russie dans la guerre qu'elle mène contre l'Ukraine ».

Ce *boycott* était même allé encore plus loin puisqu'il a concerné aussi les entreprises et propriétaires russes dont un grand nombre étaient et sont encore proches du Kremlin. Ainsi l'UEFA (Fédération européenne de football) avait rompu son contrat de sponsoring avec le géant énergétique Gazprom à peine quatre jours après l'invasion de l'Ukraine. Il en va de même des fameux oligarques russes comme Roman Abramovitch qui a été contraint de vendre le club de football de Chelsea et dont les 2,5 milliards d'euros obtenus grâce à la vente doivent impérativement être utilisés pour aider les victimes de la guerre. En Formule 1, le pilote Nikita Mazepin avait vu son contrat avec l'écurie Haas rompu en même temps que celui qui liait l'équipe et l'entreprise Uralkali de son père Dmitry. Les couleurs blanc-bleu-rouge de l'écurie avaient également laissé place à un blanc-noir-rouge plus neutre. En parallèle, le Grand Prix de Russie a été supprimé du calendrier alors même que de grands investissements avaient été faits pour que Saint-Petersbourg en devienne la ville-hôte à la place de Sotchi.



Document n°2: La livrée aux couleurs russes de l'écurie Uralkali Haas FI Team en 2021 ©Haas FI Team

V. ISRAËL, UNE PRÉSENCE QUI DÉRANGE ET INTERROGE

Les réactions des différentes instances sportives internationales face à l'invasion de l'Ukraine ont donc été extrêmement rapides, sévères et surtout unanimes, la Russie étant depuis désormais trois ans au ban de la diplomatie sportive. Et c'est notamment le contraste

entre le traitement de la Russie et celui accordé à Israël qui interroge. Car alors que les exactions israéliennes en Palestine sont parfaitement documentées, notamment à travers de nombreuses vidéos sur les réseaux sociaux, alors que chaque jour le nombre de victimes augmente, que des hôpitaux et des écoles sont détruits et qu'Israël réaffirme sa volonté de coloniser la bande de Gaza, le silence des autorités internationales est assourdissant. Depuis désormais deux ans, aucune sanction n'a été prise à l'encontre d'Israël, autorisant les clubs et équipes nationales à participer à de grandes compétitions comme les JO. Depuis deux ans, les rares critiques émises à l'encontre de l'État hébreu proviennent d'athlètes isolés (comme la judoka française Doria Boursas qui a refusé de serrer la main à son adversaire israélienne le 5 septembre 2025) ou de supporters, comme on a pu le voir dans les tribunes du Parc des Princes le 6 novembre 2024 lors d'un match PSG-Atlético de Madrid ou dernièrement lors de la Vuelta.

acteurs vis-à-vis de cette politique, comme le directeur de la fédération cycliste espagnole qui a jugé les manifestations « totalement inacceptables ». On peut cependant espérer que de plus en plus de sportifs et de fédérations se positionneront afin de faire changer les choses, car même si un boycott semble être une action anecdotique en comparaison de la gravité de la situation, laisser Israël participer sans rien dire à des compétitions internationales renforce l'idée d'impunité dans laquelle le gouvernement de Netanyahu agit depuis désormais deux ans.



Document n°3: Le tifo propalestinien des supporters parisiens lors de PSG-Atlético le 6 novembre 2024 ©Abdullah Firas/ABACA

La demande de Pedro Sanchez d'exclure Israël des compétitions internationales est donc une nouveauté et un grand pas en avant dans la reconnaissance des crimes de guerre israéliens (qu'une commission de l'ONU a considéré comme relevant du génocide mardi 16 septembre 2025). De plus, selon le porte-parole du gouvernement espagnol, l'Espagne pourrait refuser de participer à la Coupe du monde de football 2026 (dont elle est pourtant la grande favorite) si Israël venait à y participer. Cette menace de boycott fait écho à l'annonce de la non-participation de l'Espagne au prochain Eurovision dans le cas où l'État hébreu y serait, rejoignant ainsi l'Irlande, la Slovaquie, l'Islande et les Pays-Bas. De par son engagement envers la cause palestinienne, l'Espagne veut donc inspirer les autres pays et fédérations, et ce malgré l'hostilité de certains

LE CAS FRANÇAIS : 10 SEPTEMBRE LA SUITE DES GILETS JAUNES OU UNE OPÉRATION SANS LENDEMAIN ?

RÉDIGÉ PAR GUERLAIN DENÉ



Nicolas TAVERNIER/REA. (10 septembre 2025). Le portrait-robot des militants du 10 septembre dévoile des contours bien éloignés du mouvement des Gilets jaunes : à gauche, jeune, politisé. Reprise par L'Humanité. Saint-Denis.

« Le 10 septembre, bloquons tout ! » Voici le slogan répété cet été sur les réseaux sociaux, appelant à un mouvement de grève suite au budget annoncé par l'ancien Premier ministre François Bayrou. Ce slogan a commencé à regrouper de plus en plus de monde, amenant à ce qui semble être une nouvelle vague de mouvements sociaux en France, faisant écho à ce qui se passe ailleurs dans le monde, comme au Népal, en Serbie ou encore en Slovaquie.

« Le peuple de la Révolution », voici un héritage fièrement porté par la population française depuis 1789 et la prise de la Bastille. La France a fait une entrée fracassante dans l'époque contemporaine au travers de cet événement. Ainsi, l'essence même de l'esprit français contemporain est imprégnée par la révolte populaire. C'est-à-dire, pour reprendre les mots de Brice Evain « La définition du concept, intuitive, peut s'articuler, comme l'a montré Gauthier Aubert dans son manuel sur les Révoltes et répressions dans la France moderne, autour de cinq paramètres essentiels : une révolte populaire désigne une action collective, de nature populaire, mue

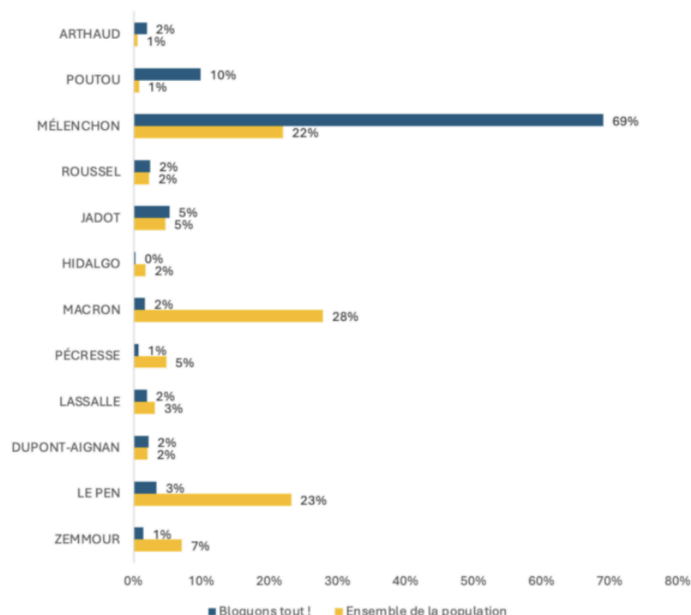
par quelques revendications et marquée par l'usage de la force physique contre une autorité établie. » En France, depuis le début du premier mandat d'Emmanuel Macron, différentes vagues de mouvements sociaux ont eu lieu, le principal étant celui des Gilets Jaunes en 2018. S'est ajoutée par la suite la grève générale et les manifestations contre la réforme des retraites en 2023, pour finalement arriver à aujourd'hui avec ce qui prend la forme d'une nouvelle révolte populaire. Alors, comment sommes-nous arrivés à cette situation et la révolte va-t-elle amener à des changements radicaux dans notre société ?

I. UN APPEL POPULAIRE À LA RÉVOLTE

Le 15 juillet 2025, le Premier ministre François Bayrou présente un plan pluriannuel avec pour objectif de réaliser 43,8 milliards d'euros d'économies et de dire « stop à la dette ». Sauf que cette annonce ne passe pas : rapidement l'opinion publique s'emballe, déjà face à la possible suppression de deux jours fériés, mais les Français découvrent de plus en plus de mesures

repoussoirs s'attaquant à leurs services publics : 3 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires, 5 milliards de coupes budgétaires dans le secteur de la santé publique, une non-revalorisation des barèmes de retraites. Ce plan d'austérité va être le déclencheur du mouvement social. Des canaux Telegram lancent le mouvement « le 10 septembre bloquons tout ! », reprenant le slogan de groupes souverainistes appelant déjà à l'action depuis mai. Un collectif associatif nommé « Les Essentiels » lance alors un appel officiel à la grève le mercredi 10 septembre. Mouvement alliant au départ un large panel d'opinions politiques de tous bords, la balance finit par pencher vers la gauche, regroupant principalement des mouvances de gauche radicale et d'abstentionnistes. En effet, comme le montre une étude publiée par la Fondation Jean Jaurès, écrite par Antoine Bristielle, près de 69 % des personnes qui comptaient participer au blocage du 10 septembre ont voté Mélenchon au premier tour des présidentielles de 2022, lorsque ce dernier a fait 22 %.

Graphique 1. Vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 des membres de « Bloquons tout », comparé à l'ensemble de la population française



Document n°1: Antoine Bristielle pour la Fondation Jean Jaurès, 1er septembre 2025.

L'étude du politologue montre également une forte présence des abstentionnistes et des partisans du vote blanc parmi le mouvement. 68 % des personnes qui annonçaient participer au 10 septembre ont voté blanc ou se sont abstenues au second tour des présidentielles. Ainsi, la révolte populaire qui s'annonçait allait être une révolte de gauche et/ou en opposition au système électoral actuel, mais face à ce mouvement, des tentatives de contre-feu vont se mettre en place.

« C'est Nicolas qui paye ! » Voici le contre-slogan au mouvement du 10 septembre. En effet, l'électorat de la droite et de l'extrême droite pro-travail et anti « assistanat » a cherché à boycotter le blocage en prétextant que le mercredi, Nicolas travaille et ne peut donc pas manifester. Ce contre-mouvement a été très vite relayé par une partie de la classe politique et des médias patronaux comme RMC, où l'on pouvait entendre aux Grandes Gueules de vives critiques contre le blocage. Pour tenter d'atténuer l'ampleur de la grève, le Premier ministre François Bayrou finit par demander un vote de confiance à l'Assemblée, neuf mois après sa prise de fonction. C'était en réalité une démission déguisée pour satisfaire les revendications des manifestants du mercredi qui suivait le vote, comme l'affirme le député Philippe Brun. Mais est-ce que cela allait réussir à contenir, voire empêcher, le blocage ? La réponse arriva très vite et ne fut pas la surprise espérée pour le gouvernement démissionnaire.

II. « CEUX D'EN HAUT NE PEUVENT PLUS, CEUX D'EN BAS NE VEULENT PLUS »

360 000, voici le nombre de manifestants qui se sont regroupés à travers la France selon les chiffres de la CGT et le comptage de la France Insoumise, 175 000 selon le ministère de l'Intérieur. Bien que ce dernier décompte soit plus de deux fois moins élevé que le premier, ces chiffres sont absolument remarquables pour une manifestation en pleine semaine et sans le concours de l'intersyndicale, qui avait préféré faire un appel à la grève pour le 18 septembre. La démission de François Bayrou n'a finalement pas été un contre-feu, mais au contraire un argument supplémentaire pour lancer la révolte populaire. En effet, ce vote de confiance forcé est la preuve que la pression d'un mouvement social peut faire plier le gouvernement. Ce mouvement du 10 septembre ne fut, semble-t-il, que le commencement d'une révolte de plus en plus grande.

Le 18 septembre, 1 million de personnes dans les rues en France selon la CGT, 500 000 selon le ministère de l'Intérieur, des chiffres faramineux équivalant à la cinquième journée de manifestation contre la réforme des retraites en 2023. Mais que veulent ces manifestants ? Plus de justice sociale. Voici l'un des mots d'ordre parmi le mouvement. Beaucoup sont épuisés de devoir faire toujours plus d'efforts, de voir toujours plus de coupes budgétaires dans les services publics, d'assister impuissants à la chute de leur pouvoir

d'achat, lorsque, à côté, la commission d'enquête de Fabien Gay a montré que « les aides publiques aux entreprises atteignent au moins 211 milliards d'euros en 2023 ». C'est dû à cette injustice sociale que la révolte populaire a été lancée. De nombreux manifestants reprennent alors en chœur ces mots de Lénine : « Ceux d'en haut ne peuvent plus, ceux d'en bas ne veulent plus » pour justifier leurs actions, demander un regain de pouvoir d'achat et un sauvetage du service public, financé par une redistribution des richesses et une meilleure organisation du budget de l'État. Mais le gouvernement semble divisé vis-à-vis de l'attitude à employer face à ce début de révolte populaire. Le nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu cherche à faire marche arrière par rapport au budget pluriannuel annoncé quelques mois plus tôt par son prédécesseur, François Bayrou, en revenant sur la suppression des deux jours fériés. Mais le ministre de l'Intérieur démissionnaire Bruno Retailleau mène une tout autre stratégie. 80 000 policiers mobilisés, « tolérance zéro » et fermeté avaient été annoncés dès le 8 septembre par le ministre de l'Intérieur démissionnaire. Plus de la moitié des forces de police ont été mobilisés pour un seul jour. L'idée derrière cette stratégie ? Tuer le mouvement dans l'œuf. Des nuages de gaz lacrymogène ont été lâchés sur les manifestants, 675 interpellations, le restaurant coréen de Châtelet-les-Halles brûlé, dû à une grenade lacrymogène lancée accidentellement par la police pour disperser la foule. Telle semble être la représentation de la police lors de ces mouvements : une force ferme, parfois violente, cherchant par tous les moyens à contenir les manifestations. Mais est-ce que l'objectif de Retailleau de mettre fin au mouvement a été accompli ?

III. UNE SIMPLE RÉVOLTE POPULAIRE OU LE DÉBUT D'UN CHANGEMENT ?

Suite à ces deux manifestations importantes, peu de choses se sont passées dans la rue. Cela est principalement dû aux négociations entre l'intersyndicale et le gouvernement. Quelques annonces de la part du Premier ministre ont été faites afin de tempérer le mouvement social, notamment la volonté de mettre les plus riches à contribution. Dans cette même veine, débat se tient au sein de la classe politique et des médias sur la taxe Zucman, du nom de l'économiste Gabriel Zucman, qui propose de taxer le patrimoine des « ultras-riches », donc les foyers ayant plus de 100 millions d'euros de patrimoine, à hauteur de 2 % par an, amenant à une

très faible réduction de l'inégalité sociale, mais permettant néanmoins de financer les services publics ou encore la diminution de la dette. Ce débat est en grande partie issu des revendications des mouvements de septembre. De plus, l'intersyndicale a annoncé une grève générale pour le jeudi 2 octobre suite à l'échec des négociations avec le gouvernement. Ainsi, malgré deux semaines sans grève, le mouvement n'est pas mort-né, il semble en effet se développer et impacter la vie politique. Des forces politiques de gauche cherchent à y trouver un espace en tentant de guider le mouvement, comme Olivier Faure, sans pour autant être suivies. D'autres forces, quant à elles, cherchent à accompagner cette révolte et à attiser les braises, comme Jean-Luc Mélenchon et Marine Tondelier, qui appellent à ce qu'aucune récupération politique ne soit faite tout en soutenant le mouvement. Néanmoins, au vu des manifestations contre la réforme des retraites en 2023 qui n'ont pas empêché son passage en force à l'Assemblée nationale, on peut se demander si, malgré le million de personnes dans la rue réclamant une justice sociale, le gouvernement continuera de plier sur certains points, ou, au contraire, si la ligne de fermeté de Bruno Retailleau sera son mot d'ordre.

CONCLUSION

Pour conclure, le mouvement du 10 septembre s'inscrit dans la longue histoire des révoltes françaises, nourries par un rejet des politiques d'austérité et un sentiment d'injustice face à l'augmentation des inégalités. Bien qu'il montre une contestation de l'ordre établi, son avenir reste incertain. La possibilité que le mouvement se mue en révolte populaire durable réside dans la volonté des manifestants et de l'intersyndicale, ainsi que dans leur capacité à faire plier le gouvernement. Cependant, la fermeté des dirigeants actuels pourrait tuer dans l'œuf ce mouvement. La manifestation prévue pour le 2 octobre risque de nous indiquer si le 10 septembre n'était qu'un bref coup d'éclat ou le début d'une révolte populaire, à l'instar de ce qui se passe ailleurs dans le monde.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ouvrages

- Kovarak, M. (2004). La France militaire dans le Soulèvement national slovaque de 1944. L'Harmattan.

Articles scientifiques

- Cohen, Y. (2018). Les foules raisonnables : Notes sur les mouvements sans parti ni leader des années 2010 et leur rapport avec le XXe siècle. Politika. <https://www.politika.io/fr/article/foules-raisonnables-notes-mouvements-parti-leader-annees-2010-leur-rapport-xxe-siecle>
- Soulier, P. (2025, 10 mars). Serbie : la révolte des étudiants va-t-elle tout renverser ? The Conversation. <https://theconversation.com/serbie-la-revolte-des-etudiants-va-t-elle-tout-renverser-251508>

Articles de presse

- Agence France-Presse. (2024, 30 décembre). Un ex-ministre parmi les 13 personnes inculpées après un drame dans une gare en Serbie. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/monde/europe/828337/ex-ministre-parmi-13-personnes-inculpees-apres-drame-gare-serbie>
- Blackburn, G. (2025, 8 février). Slovaquie : Nouvelles manifestations contre le Premier ministre Robert Fico. Euronews. <https://fr.euronews.com/my-europe/2025/02/08/slovaquie-nouvelles-manifestations-contre-le-premier-ministre-robert-fico>
- Chastand, J.-B. (2025, 29 janvier). En Serbie, la démission du Premier ministre ne calme pas la contestation étudiante. Le Monde. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/01/29/en-serbie-la-demission-du-premier-ministre-ne-calme-pas-la-contestation-etudiante_6521319_3210.html
- Chastand, J.-B. (2025, 27 mars). En Serbie, l'utilisation d'un canon à son contre les manifestants alimente la colère. Le Monde. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/27/en-serbie-l-usage-d-un-canon-a-son-contre-les-manifestants-alimente-la-colere_6586650_3210.html
- Courrier international. (2025, 24 janvier). En Slovaquie, la colère gronde contre la politique prorusse de Fico. Courrier international. <https://www.courrierinternational.com/depeche/en-slovaquie-la-colere-gronde-contre-la-politique-prorusse-de-fico.afp.com.20250124.doc.36vv42r.xml>
- Courrier international. (2024, 5 novembre). En Serbie, démission du ministre des Transports après la catastrophe de Novi Sad. Courrier international. https://www.courrierinternational.com/article/politique-en-serbie-demission-du-ministre-des-transports-apres-la-catastrophe-de-novi-sad_224201
- Dulieu, L. (2025, 29 janvier). En Serbie, le Premier ministre démissionne sous la pression des manifestants. France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-revue-de-presse-internationale/la-revue-de-presse-internationale-emission-du-mercredi-29-janvier-2025-3947865>
- Ferey, O. (2018, 1 mars). Slovaquie : interpellation d'Italiens soupçonnés de corruption par le journaliste tué. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/international/2018/02/28/01003-20180228ARTFIG00345-slovaquie-le-journaliste-assassine-enquetait-sur-des-liens-possibles-avec-la-mafia-italienne.php>
- Gauquelin, B. (2016, 3 janvier). En Slovaquie, le Premier ministre veut « surveiller chaque musulman ». Libération. https://www.liberation.fr/planete/2016/01/03/en-slovaquie-le-premier-ministre-veut-surveiller-chaque-musulman_1424051/
- Magnenou, F. (2025, 19 mars). Manifestations en Serbie : on vous explique pourquoi des centaines de milliers de personnes ont défilé contre la corruption. Franceinfo. https://www.franceinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-serbie-on-vous-explique-pourquoi-des-centaines-de-milliers-de-personnes-ont-defile-contre-la-corruption_7135077.html
- Mercier-Ross, L. (2025, 15 mars). Les manifestations en Serbie atteignent un « point culminant ». Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/monde/europe/855880/plus-100-000-personnes-ont-manifeste-belgrade-contre-president-serbe>
- Otasevic, A. (2025, mars). Révolte contre les passe-droits en Serbie. Le Monde diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/2025/03/OTASEVIC/68100>
- Seiller, L. (2020, 18 juin). Entre Belgrade et Pékin, une amitié de fer. Libération. https://www.liberation.fr/planete/2020/06/18/entre-belgrade-et-pekina-une-amitie-de-fer_1791713/

Rapports institutionnels

- Gouvernement français. (2025, 25 août). Dette et hausse de la production : Les annonces de François Bayrou. Grare, F. (2001). Les ambitions internationales de l'Inde à l'épreuve des relations indo-pakistanaise. Dans sciencepo.fr. <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude83.pdf>
- Sénat. (2024). Notice du rapport n°808 – Session ordinaire 2023-2024. Grare, F. (2001). Les ambitions internationales de l'Inde à l'épreuve des relations indo-pakistanaise. Dans sciencepo.fr. <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude83.pdf>
- Police nationale. (s. d.). Nos missions. Ministère de l'Intérieur. Grare, F. (2001). Les ambitions internationales de l'Inde à l'épreuve des relations indo-pakistanaise. Dans sciencepo.fr. <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude83.pdf>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Sitographie et bases de données

- BiEPAG. (s. d.). What is a Stabilitocracy ? Gouvernement français. (2025, 25 août). Dette et hausse de la production : Les annonces de François Bayrou. Grare, F. (2001). Les ambitions internationales de l'Inde à l'épreuve des relations indo-pakistanaise. Dans sciencepo.fr. <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude83.pdf>
- Fondation Jean-Jaurès. (s. d.). Bloquons tout : Tentative de portrait-robot d'un mouvement nébuleux. Gouvernement français. (2025, 25 août). Dette et hausse de la production : Les annonces de François Bayrou. Grare, F. (2001). Les ambitions internationales de l'Inde à l'épreuve des relations indo-pakistanaise. Dans sciencepo.fr. <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude83.pdf>
- Contre Attaque. (2025, 11 septembre). 10 septembre : Les chiffres d'une mobilisation remarquable. Gouvernement français. (2025, 25 août). Dette et hausse de la production : Les annonces de François Bayrou. Grare, F. (2001). Les ambitions internationales de l'Inde à l'épreuve des relations indo-pakistanaise. Dans sciencepo.fr. <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude83.pdf>
- Public Sénat. (2025, 18 septembre). Direct : Grève du 18 septembre. Gouvernement français. (2025, 25 août). Dette et hausse de la production : Les annonces de François Bayrou. Grare, F. (2001). Les ambitions internationales de l'Inde à l'épreuve des relations indo-pakistanaise. Dans sciencepo.fr. <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude83.pdf>

Vidéographie

- YouTube. (2025, 11 septembre). 10 septembre : Les chiffres d'une mobilisation remarquable[Vidéo]. YouTube. Seiller, L. (2020, 18 juin). Entre Belgrade et Pékin, une amitié de fer. Libération. <https://www.liberation.fr/planete/2020/06/18/entre-belgrade-et-pekine-une-amitie-de-fer-1791713/>

FRANCE-INDONÉSIE : UN INVESTISSEMENT POLITIQUE POUR L'AVENIR ?

RÉDIGÉ PAR ANTOINE ARNOUX



Emmanuel Macron et Prabowo Subianto lors de la cérémonie d'accueil du président français à Istana Merdeka mercredi 28 mai 2025. ©Tim media President

Le 14 juillet 2025, les troupes indonésiennes ouvraient le traditionnel défilé militaire sur les Champs Élysées. Elle marque l'aboutissement de longues années d'amitié entre les deux pays et rappelle le rôle central d'une coopération stratégique dans un monde en pleine mutation. À l'occasion de cette présence inédite, la France souhaitait mettre en lumière un partenariat et aboutir à un dialogue tourné vers l'avenir. Au-delà des protocoles militaires, leur rapprochement témoigne des défis d'interdépendance et des tensions internationales qui reconfigurent les perspectives stratégiques pour l'année 2025. À présent, comment faut-il interpréter cette ouverture ? Représente-t-elle un message symbolique ou bien est-elle tournée vers des initiatives concrètes ?

MISE EN PERSPECTIVE DU PARTENARIAT FRANCO-INDONÉSIEN

Malgré leur éloignement géographique, la France compte bien resserrer les liens avec le géant discret d'Asie du Sud-Est. Pour cause, Paris considère l'Indonésie comme une puissance en devenir avec ses 283 millions d'habitants, faisant d'elle le pays à majorité musulmane le plus peuplé, riche en ressources et idéalement située entre l'océan Indien et l'océan Pacifique.

Malgré leur éloignement géographique, la France compte bien resserrer les liens avec le géant discret d'Asie du Sud-Est. Pour cause, Paris considère l'Indonésie comme une puissance en devenir avec ses 283 millions d'habitants, faisant d'elle le pays à majorité musulmane le plus peuplé, riche en ressources et idéalement située entre l'océan Indien et l'océan Pacifique. Autrefois mal perçu par les pays occidentaux, car confronté à des catastrophes naturelles, des crises économiques et politiques, l'Indonésie s'affirme pourtant comme une puissance internationale (Schoepfer, 2013). Étant membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), elle a pu bénéficier d'un soutien économique pour le développement de son produit intérieur brut (PIB) qui s'élève à 1,396 billions d'USD en 2024 (Banque mondiale). Elle doit aussi sa prospérité à la sécurisation du détroit de Malacca, celui de la Sonde et du Lombok, financé par Singapour, la Malaisie et l'Indonésie. Dès lors, la France a compris la nécessité de considérer et d'être impliquée dans la politique extérieure d'un acteur stratégique.

La première ébauche de dialogue a commencé avec la reconnaissance de l'Indonésie par la France en 1950, même si les relations diplomatiques ne sont officiellement établies qu'en 1993. Il a fallu plusieurs décennies pour que la France s'implique réellement auprès d'elle.

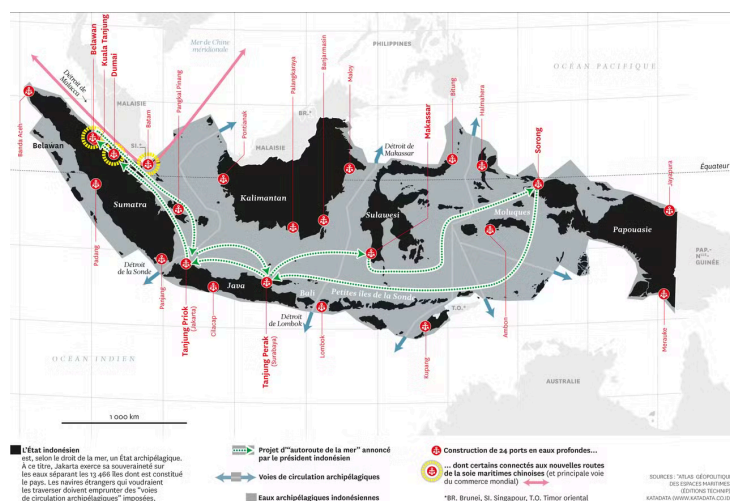


Figure 2 : La position stratégique de l'Indonésie

VERS UNE STRATÉGIE INDO-PACIFIQUE RENFORCÉE

À partir des années 2020, le président français, Emmanuel Macron, a cherché à démontrer que la région de l'Indo-Pacifique était à portée de ses intérêts (Pajon, 2025). En tant que région disputée par des acteurs de premier plan comme la Chine et les États-Unis, l'Indonésie tente de dépasser ce cadre bipolaire. Elle mise sur une diplomatie de non-alignement pour préserver son autonomie. Cette stratégie lui permet de diversifier ses partenariats économiques et stratégiques. Face à cette volonté, la France se positionne sur la région délaissée par les politiques européennes. Le désintérêt de Bruxelles s'explique par le désengagement australien du contrat d'achat de sous-marins français en faveur d'une commande passée auprès des États-Unis. Face à ce constat, les ambitions industrielles de défenses françaises se tournent vers l'Indonésie et signe plusieurs contrats dont l'achat de 42 avions de chasse rafales en 2022 et deux sous-marins de classes Scorpène Evolved de Naval Group et PT PAL en 2024.

La Direction générale de l'Armement (DGA) devrait annoncer la signature d'autres contrats, notamment après le 14 juillet 2025. Parallèlement aux marchés militaires, la France et l'Indonésie resserrent leur lien autour de questions éducatives, d'infrastructures et d'échanges culturels (Pajon, 2025).

Ce rapprochement s'inscrit aussi comme une obligation pour la France à entretenir un dialogue régulier afin de construire un partenariat sur le long terme. C'est le message qu'Emmanuel Macron a tenu à faire passer à l'issue de sa tournée en Asie du Sud-Est, marquée par sa rencontre avec le président indonésien Prabowo Subianto le 28 mai 2025. Où la France entend réaffirmer son engagement dans l'Indo-Pacifique en tant que « puissance d'équilibre » face à la Chine et les États-Unis (Laroche, 2025). Sur le terrain, la présence française saute aux yeux. Elle se matérialise par des manœuvres militaires conjointes comme le récent exercice La Pérouse et envoie un message sans équivoque. Au-delà de permettre une continuité aux négociations de nouveaux équipements et de présence dans l'Indo-Pacifique. L'ambition est aussi diplomatique, il s'agit d'instaurer un dialogue direct sur des défis globaux. Alors que le président indonésien reproche à l'Occident son traitement différencié des crises ukrainienne et palestinienne, tout en prônant une approche fondée sur le pragmatisme, Emmanuel Macron prend en considération les attentes de l'Indonésie (Laroche, 2025). Face à la critique d'un « deux poids, deux mesures » occidentale, Emmanuel Macron marque une ouverture en tenant compte de la position indonésienne, essentielle pour le crédit de la stratégie française en Indo-Pacifique.

L'INÉDITE PRÉSENCE DE L'INDONÉSIE AU DÉFILÉ DU 14 JUILLET 2025

Chaque année un pays partenaire est invité à ouvrir le défilé du 14 juillet, pour cette année 2025, l'Indonésie a été choisie. Les images de la fête nationale ont retenu la présence de 450 militaires indonésiens mis à l'honneur en ouvrant le défilé. Parmi le contingent de militaires, il y avait la présence de soldats d'élite de son armée, le Bataillon 1/Costume. Ils portaient un uniforme beige distinctif avec un béret vert et ont particulièrement marqué les esprits par leur manière unique de défiler : un pas très haut, rapide et énergique. Ils étaient accompagnés de 38 musiciens de la Marine indonésienne (Korps Musik TNI-AL) qui ont formé la fanfare. Leur costume bleu et leur coiffe d'animaux qui représentent les différentes armées de l'Indonésie ont impressionné les spectateurs (France info, 2025). Côté indonésien, tous ont été honorés de représenter leur pays et de participer au renforcement de l'amitié franco-indonésienne. Cette invitation était vue comme une marque de respect et de prestige à l'international pour l'Indonésie.



Paris, le 14 juillet 2025. Plus de 450 militaires indonésiens ont ouvert le défilé devant le président français Emmanuel Macron et son homologue indonésien Prabowo Subianto. © AFP/Ludovic Marin

CONCLUSION

Pour conclure, le partenariat France-Indonésie marque l'ouverture d'une nouvelle voie diplomatique. Bien plus qu'un simple rapprochement, il traduit la volonté de projeter une image forte pour la France face à un monde de plus en plus brutal. L'Indonésie, désormais deuxième client pour l'industrie militaire française en Indo-Pacifique après l'Inde, confirme son rôle d'acteur pivot capable de relever les nombreux défis globaux. Ce partenariat constitue donc une initiative concrète puisqu'il se conclut par des accords en matière de coopérations militaire et diplomatique.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage

- Schoepfer Alexandre (2007), Indonésie nouveau grand, entretien avec l'ancien ambassadeur d'Indonésie de l'Union européenne, Arif Havas OEGROSENO, <https://research-ebsco-com.ezproxy.univ-catholille.fr/c/z5khttp/viewer/pdf/jao7p4dywr>

Article de revues

- (Laroche C. 2025), L'Indonésie un partenariat stratégique pour l'Indonésie, IRIS, <https://www.iris-france.org/lindonesie-un-partenaire-strategique-pour-la-france-en-indo-pacifique/>
- Le Monde avec AFP (2025), 14-Juillet : un défilé pour montrer la « crédibilité opérationnelle » de l'armée française, https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/07/14/14-juillet-un-defile-militaire-pour-montrer-la-credibilite-de-l-armee-francaise_6621141_823448.html
- Le roux M. (2025), Défilé du 14-Juillet: l'Indonésie, nouvel acteur mondial et gros acheteur d'armes, invité d'honneur, TV5 Monde, <https://information.tv5monde.com/international/defile-du-14-juillet-lindonesie-nouvel-acteur-mondial-et-gros-acheteur-darmes-invite#:~:text=L'Indon%C3%A9sie%20a%20ouvert%20pour,militaire%20fran%C3%A7aise%20en%20Indo%2DPacifique.>
- Pajon C. (2025), La stratégie indopacifique de la France, Vie publique au coeur du débat public, <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/294622-la-strategie-indopacifique-de-la-france-par-celine-pajon>

Vidéographie

- France info, Défilé du 14-Juillet : les forces armées indonésiennes, pays invité d'honneur de cette cérémonie, ont défilé sur les Champs-Élysées., <https://www.facebook.com/franceinfo/videos/-d%C3%A9fil%C3%A9-du-14-juillet-les-forces-arm%C3%A9es-indon%C3%A9siennes-pays-invite%C3%A9-dhonneur-de-ce/1399643397957665/>
- IRIS (2025), France-Indonésie : quel partenariat ? | Les mardis de l'IRIS, Youtube <https://www.youtube.com/watch?v=Rom4HwQRoC4>
- Le Monde (2025), Défilé du 14-Juillet : voici les moments forts de la parade militaire, Youtube <https://www.youtube.com/watch?v=WtAP7v2FN6Q>



PENSER ET CONSTRUIRE L'ÉTAT POST-SOVIÉTIQUE EN ASIE CENTRALE



RÉDIGÉ PAR LÉNY ROYER-PERRUSSEL



Les cinq chefs d'État d'Asie centrale lors d'un sommet le 29 novembre 2019 à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan. © novastan.org

Le 6 juin 2025, avenue Lénine à Och, deuxième ville du Kirghizistan, la statue de 23 mètres de haut du créateur de l'Union soviétique est déboulonnée en toute discrétion dans la nuit. Cet acte va étonner jusqu'à la Douma d'État en Russie. Ainsi, le vice-président du comité de défense de la Douma, Alexeï Jouralev, a réagi en qualifiant le déboulonnage de « surprenant » pour un pays « qui se dit [son] allié ». C'est vrai que l'acte par sa réalisation et sa nature est assez inédit au Kirghizistan, un pays qui reste, malgré son indépendance, attaché aux symboles soviétiques et au lien avec le grand frère russe. Dans cet État d'Asie centrale, l'héritage de l'Union soviétique est encore largement présent dans les paysages, pratiques politiques, liens diplomatiques et la présence directe de bases militaires russes sur le territoire national.

L'État kirghize est ainsi et encore aujourd'hui tiraillé entre l'héritage soviétique tenace et le souhait de développer l'indépendance nationale, comme l'illustre le déboulonnage de la statue de Lénine. Comme dans tous les pays de l'ex-Union soviétique, ce processus de séparation de l'héritage communiste est encore en pleine réalisation.

L'ombre soviétique reste ainsi présente et dicte encore de nombreux schémas étatiques dans cet espace post-soviétique centrasiatique. L'occasion est alors de revenir ici brièvement sur les processus, les actions et les personnes qui ont fait et qui font l'État post-soviétique d'Asie centrale. De la naissance même de l'URSS avec ses fondements administratifs jusqu'à aujourd'hui avec les questions de la désoviétisation et dérussification, la construction de l'État post-soviétique en Asie centrale est un processus de long terme évoquant toutes les strates des sociétés nationales nouvellement créées.

Par souci de fidélité à la prononciation russe, nous retenons la translittération « Khrouchtchov » plutôt que la forme historique française « Khrouchtchev ». Le même choix s'applique à « Gorbatchev ».

LES DIFFÉRENTES CONSTITUTIONS DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Le 30 décembre 1922, un nouvel État fédéral naît, l'Union des républiques socialistes soviétiques.

Cette union est la fondation de tous les États d'Asie centrale modernes. Au cœur de la guerre civile, la question de la pérennité de « l'empire russe » dans ses frontières et ses régionalismes est tranchée avec un compromis fondateur. Ainsi, les bolcheviks tentent de conserver au maximum le centralisme du défunt empire russe tout en exploitant le mirage de l'indépendance des peuples pour mieux contrôler l'État post-révolution. De ce jeu politique informel va se développer un cadre juridique de plus en plus détaillé. L'idée des bolchéviks est d'alors de lier temporairement les peuples de l'ancien empire russe à un État unificateur via une organisation fédérative accommodante. Ainsi, dans un premier temps, le pouvoir devait promouvoir une politique fédérative avant de développer l'émergence progressive d'une identité transnationale hégémonique (communiste puis soviétique) qui rendrait caduque l'organisation fédérative. L'État final serait dépourvu de régionalismes et de nationalismes internes. L'ensemble de la population d'une culture communiste nouvelle dépasserait, par un mode de vie égalitaire et libérateur, les anciennes divergences nationales. Ainsi, le 6 juillet 1923, la première Constitution de l'Union soviétique est adoptée. Ne contenant pas le terme « fédération » ou « fédéral », elle y fait cependant longuement référence. Staline, alors commissaire aux Affaires nationales, impose sa vision, au regret de Lénine affaibli, l'influence russe à l'échelle fédérative.

Très vite, cette constitution de 1924, dans l'esprit transitoire, devait être profondément amendée. Ce sera le cas en 1936 où Staline, dorénavant tout-puissant, peut imposer ses desseins pour l'Union. Ainsi, il fait rédiger une constitution qui est faite pour durer tout en suivant la doctrine du « communisme en un seul pays ». Cette nouvelle constitution consolide à la fois le fédéralisme restreint de 1924 tout en développant et stabilisant des institutions qui devaient initialement disparaître. Pour ce faire, le contrat avec les peuples est renouvelé avec d'abord la création de nouvelles républiques au sein de l'Union formant les frontières actuelles de l'Asie centrale, mais aussi une meilleure représentativité au parlement.

Les rôles entre le fédéral et le fédéré sont clairement répartis avec une quasi-domination de l'État fédéral sur des républiques qui sont limitées aux strictes questions d'ordre local.

Après la chute de Staline, Khrouchtchov va équilibrer le lien entre centre et périphérie. Ce qui est notamment le cas au sein de l'appareil politique en installant des règles tacites de nomination aux plus hauts postes dans les républiques prenant en considération les nationalités. La dernière constitution de l'Union, élaborée en 1977 sous la direction de Brejnev, va mettre au centre de l'État le Parti communiste. Qu'il soit à l'échelle fédérale ou locale, le parti est dorénavant la « force qui dirige et oriente la société soviétique, noyau de son système politique et des organismes d'État » [1]. L'autre changement majeur dans la constitution de Brejnev, c'est bien la mise en arrière-plan du fédéralisme dépassé au profit d'une organisation hiérarchique des partis communistes fédéraux, nationaux et locaux. L'objectif unitaire initial est poursuivi grâce au parti qui devient l'horizon commun de tous les Soviétiques, peu importe la nationalité.

GORBATCHOV ET L'ÉMERGENCE DU « DROIT DES PEUPLES »

C'est de ce parti communiste, noyau de la société soviétique, que la crise va venir au début des années 1980. Ainsi, à la mort de Brejnev en 1982, la belle époque d'insouciance n'est plus et les tourments du *zastoï* (stagnation) surgissent en miroir de la défaillance politique. La vieille garde du parti, malgré sa désuétude, reste profondément attachée au pouvoir et à ses idéaux du passé. L'économie s'essouffle et la succession des leaders infirmes inquiète la population soviétique. C'est alors que Gorbatchov, un jeune et moderne réformateur, est élu secrétaire général du parti en 1985. Très vite, il va promouvoir nombre de réformateurs aux plus hautes strates du parti, formant ainsi un arsenal prêt à durement réformer le pays. Autour de l'Ouskornié (accélération), la *Perestroïka* (reconstruction), la *Glasnost* (transparence) et la démocratisation, Gorbatchov et ses conseillers

tentent, conscients du péril que l'Union traverse, de propulser l'État dans un élan nouveau en luttant contre l'influence de la vieille garde et en contentant les réformateurs indépendants.

Pour ce faire, il va notamment se baser sur les républiques soviétiques et les partis communistes de ces dernières en remplaçant des cadres nationaux par des Russes ou des Ukrainiens plus proches de Moscou. Mais la machine se grippe vite et l'exemple de la république du Kazakhstan est révélateur du retour de flamme de cette politique. Durant les années 1980, le Kazakhstan dispose alors d'une démographie particulière avec une grande proportion de Russes. Ils avaient même été majoritaires dans les décennies précédentes dû au développement de l'appareil industriel sur le sol kazakhstanaï. Gorbatchov pense pouvoir rallier les Kazakhs en nommant un Russe à la tête du parti national, Kolbine. Or, la réaction populaire est immédiate et impressionnante à Alma-Ata. Le slogan « Le Kazakhstan au Kazakhs » est resté dans l'histoire comme l'échec cuisant de l'ouverture de Gorbatchov tout en ouvrant la voie à un sentiment national assumé dans les républiques. Dans la foulée, Gorbatchov craque et nomme un Kazakh, Noursoultan Nazarbaïev, au poste de premier secrétaire de la république kazakh en juin 1989. Cet homme va devenir l'homme central de la république, menant même le pays jusqu'à son indépendance en 1991.

La libéralisation politique de Gorbatchov est à double-tranchant. Elle ouvre autant la voie à la réforme de l'Union qu'à sa contestation. Le parti communiste, autrefois à doctrine unique, poursuit, depuis le XIXe congrès du Parti communiste de 1988, l'émergence de mouvements politiques très virulents et clairement affichés à l'opinion publique, notamment à travers la télévision qui libéralise l'accès aux débats internes du parti. De nouvelles figures vont ainsi émerger au-devant de la scène publique alors qu'ils ne sont que de simples apparatchiks (cadres du parti). Boris Eltsine, un cadre moscovite proche de la population, en est l'un d'eux. D'abord soutenu par Gorbatchov pour son désir de réforme, il devient rapidement un tribun bien trop

revendicatif pour la Perestroïka millimétrée de Gorbatchov. Il forme, avec d'autres cadres du parti, l'aile des réformateurs plus vindicatifs que Gorbatchov et son cercle proche. Au cours de l'année 1989, Gorbatchov perd progressivement la majorité dans le parti. Deux blocs incompatibles se durcissent autour de lui, les conservateurs issus de la vieille garde et les réformateurs groupés autour d'Eltsine.

Gorbatchov voit son action de plus en plus limitée au sein du parti et tente ainsi à travers la création du poste de Président de l'Union soviétique de construire une nouvelle autorité. Il est élu avec la majorité des voix en mars 1990. Nazarbaïev saisit l'occasion pour demander la création d'un poste similaire dans les républiques, ce qu'il obtient, permettant ainsi de petit à petit renforcer son assise sur le Kazakhstan. Au même moment, des émeutes éclatent dans les républiques. Notamment au Tadjikistan où le peuple Tadjik de Douchanbé, sous fond de racisme anti-arménien, critique le pouvoir arbitraire du parti local qui est resté très conservateur. Mais à Moscou, l'inquiétude vient des pays baltes et notamment de la Lituanie, alors en pleine fronde face à l'Union. Le pire est en Russie où la situation nationale échappe aussi à Gorbatchov et ici le symbole est fort. L'État central de l'Union pourrait faire un appel d'air pour les républiques si le nationalisme triomphait comme en Lituanie. La création d'un parti communiste russe sans l'aval du président va définitivement laisser Gorbatchov seul au sein du parti. Il est donc contraint de se concentrer sur les nations et sur les Soviétiques.

En parallèle, les partis communistes nationaux sont en pleine recomposition avec l'émergence, via le poste de président de la République, d'hommes forts pouvant marquer la voie des nations à Moscou et dans leur pays. Ainsi, en Asie centrale, Islam Karimov devient président de sa république d'Ouzbékistan tout comme Askar Akaïev au Kirghizistan et Saparmyrat Niazov au Turkménistan. L'exception notable est bien le Tadjikistan qui ne suit pas dans un premier temps la tendance nationaliste. Au cours de l'été 1990, toutes les républiques d'Asie centrale vont déclarer leur souveraineté, lançant activement la marche vers

l'indépendance. Ce processus d'indépendance est inarrêtable dans l'Union et Gorbatchov va tout miser sur un référendum visant à valider l'existence de l'Union par les Soviétiques. Il remporte largement ce vote en mars 1991 avec en Asie centrale une acceptation supérieure à 95% dans la majorité des pays. Cependant, ce sera un jour sans lendemain. Après le putsch de Foros en août 1991, Gorbatchov est perdu dans les tourments moscovites. L'occasion est alors prise par les dirigeants des républiques d'Asie centrale d'achever le processus d'indépendance. Ainsi, entre le mois d'août et octobre 1991, toutes les républiques déclarent leur indépendance, sauf le Kazakhstan où Nazarbaïev attendra le 26 décembre pour le faire officiellement. Le dernier coup porté à l'Union est la signature à Alma-Ata, le 21 décembre, d'un accord étendant la Communauté d'États indépendants (CEI) à tous les États d'Asie centrale notamment.



Émeutes de Douchanbé, février 1990, alors que la loi martiale est imposée dans la ville
© RIA Novosti #699861

QUI REMPLACERA LÉNINE ?

L'Asie centrale est donc libre, mais alors comment diriger un pays qui est né de l'Union, de son parti et de ses administrations ? La première problématique qui s'installe dès l'indépendance est d'ordre politique et consiste à sauvegarder la gouvernance pour éviter les troubles. Le système soviétique basé sur les républiques y répond facilement grâce aux figures présidentielles nouvelles qui permettent de donner une tête au pouvoir. Une république en revanche sombre rapidement dans les troubles et les règlements de compte, c'est le Tadjikistan

qui n'arrive pas à désigner un président, guide de la transition. Cette incapacité a donné naissance à une guerre civile qui va durer cinq ans. Dans les autres pays, la figure présidentielle reste solide malgré cette période de transition. Nazarbaïev joue même un rôle de grand frère temporaire pour la région en dictant la posture à adopter vis-à-vis de la CEI.

En interne des républiques, les organes étatiques sont conservés et simplement renommés. Une grande valse des postes s'effectue, permettant ainsi aux présidents de garantir la loyauté des administrateurs grâce au placement de membres de la famille tout en renouant déjà avec la structure clanique d'antan. Les partis communistes disparaissent du pouvoir politique et sont remplacés le plus souvent par un parti unique intrinsèquement lié au président et ses proches. Ainsi, la figure présidentielle est, à l'instar des dirigeants de l'Union soviétique, un homme capable de réunir toute la population sous une seule bannière tout en permettant la prise de décisions fortes nécessaires pour une région en crise. Certains présidents vont développer un culte de la personnalité dans la plus pure tradition soviétique comme au Kazakhstan, Ouzbékistan et surtout au Turkménistan. Le Turkménistan ainsi devient en quelques années une dictature caricaturale centrée sur l'homme fort qu'est Saparmourat Niazov, devenu président à vie en 1999. Sous Niazov, le pays va aussi s'isoler totalement de ses voisins et de la communauté internationale, n'adhérant que ponctuellement à des organisations internationales.

Pour rompre avec la vision coloniale et dictatoriale russe puis soviétique, les dirigeants d'Asie centrale vont entamer une libéralisation politique principalement de façade, permettant de construire des liens avec l'Occident. Dans ce processus de restructuration politique, le Kirghizistan va aller beaucoup plus loin sous l'impulsion de son président Akaïev qui tenta de construire une « Suisse d'Asie centrale ». Ainsi, il a créé de véritables institutions démocratiques dans les années qui suivent l'indépendance et mise pleinement sur le multipartisme et l'ouverture avec l'Occident en accueillant nombre d'ONG.

LE FRAGILE ÉQUILIBRE NATIONAL

Dès l'indépendance, des troubles régionalistes apparaissent en Asie centrale. En effet, durant la période soviétique, la cohabitation de différents peuples au sein d'une même république nationale était fréquente. Entre équilibre machiavélique de Staline pour éviter les nationalismes et développement d'une identité soviétique commune, les frontières étaient conçues en Union soviétique tout autant comme un moyen de réunion que de distinction. La liberté de parole de la glasnost permet l'émergence à la fin des années 1980 de nouveaux désirs nationaux et notamment vis-à-vis des frontières étatiques qui peuvent prendre sens à l'indépendance. De la majorité ouzbek dans la région d'Och au Kirghizistan aux Russes du Kazakhstan en passant par les Tadjiks en Afghanistan, les frictions sont nombreuses et sont souvent motivées par les gouvernements. Au Kazakhstan, où les Russes sont majoritaires dans le nord industriel du pays, Eltsine envisage un temps de récupérer ces régions qui réuniraient l'ensemble ethnique et industriel entre Tcheliabinsk et Pavlodar. Finalement, il parvient à trouver un accord avec Nazarbaïev pour éviter une guerre de frontières.

Au sein des États, les troubles se développent aussi, comme pour le cas des Ouzbeks au Kirghizistan, un massacre dit « pogrom ouzbek » se déroule en 2010 à Och et sa région. Des centaines de personnes furent massacrées à cause de leur ethnie. Au moins une centaine de milliers d'Ouzbeks de la région ont fui vers l'Ouzbékistan. Des véhicules blindés et des snipers auraient ouvert la voie à une horde de jeunes Kirghizes prêts à piller et à tuer. Seul l'État Kirghize aurait été capable de déployer ces forces, démontrant bien l'intervention étatique dans ces questions ethniques.

Tout cela est à mettre en parallèle le plus souvent avec une politique extensive de promotion de la culture nationale visant à limiter tout autant les influences étrangères que les minorités régionales. Ainsi, au Kazakhstan l'alphabet cyrillique imposé par les Russes est officiellement changé en 2017 et revêt désormais une forme latine.

L'histoire nationale est longuement étudiée et enseignée à travers des parades éclatantes ainsi que l'inauguration de musées nationaux à la gloire des peuples. L'histoire soviétique aussi est reconsidérée et notamment lors de la Grande Guerre patriotique où les Centrasiatiques se reconnectent avec leur sacrifice. Les différents monuments soviétiques sont questionnés et parfois détruits pour laisser la place à de nouveaux récits dans le paysage comme à Och où la statue de Lénine doit être remplacée par un immense drapeau du Kirghizistan.

L'autre problématique majeure est l'économie des pays indépendants puisqu'ils sont souvent interconnectés. C'est notamment le cas entre le Kazakhstan et la Russie. Cependant, la région possède des réserves de gaz et de minerais particulièrement abondantes, ce qui permet d'engendrer rapidement des revenus. Toutefois, la chute du système communiste va plonger, comme en Russie, l'Asie centrale dans une vaste crise économique dans les années 1990 dont certains pays n'arrivent toujours pas à s'en remettre. Ainsi, le Kirghizistan, véritable parangon du libéralisme occidental, va sombrer à cause de la rupture entre communisme et capitalisme. Le Tadjikistan, embourbé dans la guerre civile, connaît le même sort. L'accaparement des ressources fossiles par les dirigeants va aussi laisser les populations dans la pauvreté. L'exemple criant du Turkménistan, qui possède le plus gros PIB par habitant de la région, met aujourd'hui en évidence ces inégalités immenses entre oligarques et simples citoyens.

ENTRE LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS ET LA RUSSIE : CONTINUITÉ DE L'ESPACE SOVIÉTIQUE

Avant même la chute définitive de l'Union, les États soviétiques ont décidé de s'unir pour mieux gérer la transition complexe qui s'annonçait. L'accord signé entre la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine, le 8 décembre 1991, fonde déjà l'objectif de conserver des liens privilégiés et notamment économiques dans la Communauté des États indépendants (CEI). Cet accord est entendu au pays d'Asie centrale le 21 décembre, ce qui renforce la création d'un espace post-soviétique commun.

La Russie prend très vite une place particulière dans cette CEI cherchant par la négociation à récupérer toutes les ogives nucléaires possédées par l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie. L'accord stipulait que la Russie n'exerce plus de pressions sur les zones frontalières tendues (Ukraine orientale et nord du Kazakhstan) en l'échange du déplacement de tout l'arsenal nucléaire soviétique en Russie. Ici, le souhait impérialiste russe est déjà amorcé et la transition aurait pu créer un terreau fertile aux luttes territoriales, mais la négociation a momentanément pris le pas. Eltsine avait de grands desseins sur la CEI, mais beaucoup de dirigeants s'opposaient à cela, notamment Kravtchouk, le leader de l'Ukraine, fermement accroché à sa pleine indépendance. De plus, et avec l'aval des américains, la Russie prend la place comme « continuatrice » de l'Union soviétique dans toutes les instances internationales et notamment le Conseil de sécurité de l'ONU où elle confirme son siège permanent.

Pour les pays de la CEI, l'enjeu de l'influence russe devient rapidement préoccupant, mais pour des contraintes économiques urgentes, ils sont obligés de faire des concessions d'influence. Les républiques fraîchement indépendantes n'ont pas encore de poids international important et vont prendre parfois plusieurs années à se joindre aux organisations internationales. Ainsi, elles doivent compter au moins dans un premier temps sur la Russie qui, elle, a parfaitement succédé à l'Union soviétique dans les organisations internationales. Les élites politiques qui ont mené à l'indépendance de l'Asie centrale cultivent un lien particulier avec le grand frère russe tout en veillant bien à dérusifier au maximum la région.

PERSPECTIVES ET RAPPORTS NOUVEAUX DANS LES ÉTATS D'ASIE CENTRALE

La nouvelle génération de citoyens centrasiatiques n'ayant pas vécu l'Union soviétique forme aujourd'hui une société nouvelle, empreinte de modernité et rejetant l'ordre des clans d'apparatchiks soviétiques. L'exemple frappant de ses nouvelles revendications, ce sont bien les manifestations de janvier 2022 au Kazakhstan qui



Signature du protocole d'Alma-Ata, le 21 décembre 1991 (De gauche à droite : le président ukrainien Leonid Kravtchouk, le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev, le président russe Boris Eltsine et le président du Conseil suprême de Biélorussie Stanislaw Chouchkievitch) © RIA Novosti #41059

massifient une défiance envers l'organisation étatique Kazakhstanaise. Malgré la fin de règne de Nazarbaïev et l'ouverture limitée de Tokaïev, la population urbaine kazakhstanaise souhaite davantage de redistribution des richesses et du pouvoir encore accaparés par des oligarques proches de Nazarbaïev. Pour y répondre, Tokaïev a déclenché, depuis ces manifestations de 2022, une politique d'accaparement et de ventes d'anciennes immenses propriétés acquises mystérieusement dans le pays, ouvrant la voie à une contestation de l'héritage politique de Nazarbaïev par le slogan du « Nouveau Kazakhstan ». Cependant, ce processus est lui aussi mystérieux et s'apparente à de nombreux égards à une politique de règlements de comptes claniques plutôt qu'à une justice nationale. Cet exemple Kazakh illustre bien les dynamiques en place dans les États d'Asie centrale toujours en pleine transition entre le pouvoir autoritaire soviétisé et la volonté d'une nouvelle population nationale à plus de justice et de réformes. Au sein de l'Asie centrale, les rivalités sont certes froides, mais marquent toujours aujourd'hui le problème des frontières soviétiques et freinent une coopération plus avancée entre les États. À l'international, des États comme le Kazakhstan et l'Ouzbékistan développent une stratégie d'équilibre des puissances entre occidentaux, russes et chinois permettant ainsi, dans une région pleinement carrefour, de nourrir les intérêts nationaux en équilibrant les acteurs influents extérieurs. Toutes ces dynamiques nationales, régionales et internationales construisent un pivot pour la

région qui, fondée sur les régimes soviétiques et claniques post-soviétique, tentent de construire une voie différente empli d'équilibres sociétaux et politiques. Le tournant centrasiatique est aussi pleinement le reflet de l'évolution de ses voisins, de la Russie passéiste en position défensive à la Chine désireuse de conquérir de l'influence en passant par l'Union européenne au tournant pour multiplier ses partenaires. L'Asie centrale devient aujourd'hui un espace d'enjeux internationaux renouvelés depuis la guerre en Ukraine et la fin de l'influence naturelle russe sur la région.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages scientifiques

- Cariou, A. (2015). L'Asie centrale. : Territoires, société et environnement. Paris : Armand Colin. <https://doi-org.srvext.uco.fr/10.3917/arco.cario.2015.01>.
- Gorshenina, S. (2012). Asie centrale : L'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique. Paris : CNRS Éditions. <https://shs-cairn-info.srvext.uco.fr/asie-centrale--9782271073983?lang=fr>.
- Levystone, M. (2024). Asie centrale : Le réveil. Paris : Armand Colin. <https://shs-cairn-info.srvext.uco.fr/asie-centrale--9782200636869?lang=fr>.
- Carrère d'Encausse, H. (2015). Six années qui ont changé le monde (1985-1991) : La chute de l'Empire soviétique. Paris : Fayard. 432 pages.
- Carrère d'Encausse, H. (2005). L'Empire d'Eurasie : Une histoire de l'Empire russe de 1552 à nos jours. Paris : Fayard. 504 pages.

Articles de revues

- Peyrouse, S. (2006). Quinze ans après l'indépendance, quels nouveaux enjeux en Asie centrale ? *Revue internationale et stratégique*, 64(4), 65-68. <https://doi-org.srvext.uco.fr/10.3917/ris.064.0065>.
- Hiliquin, M. (2024). L'Asie centrale : entre Chine et Russie. *Revue internationale et stratégique*, 135(3), 171-179. <https://doi-org.srvext.uco.fr/10.3917/ris.135.0171>.
- Aubin, L. (2024). Russie : la fin de l'Empire ? *Revue internationale et stratégique*, 135(3), 143-154. <https://doi-org.srvext.uco.fr/10.3917/ris.135.0143>.
- Peyrouse, S. (2006). Quinze ans après l'indépendance, quels nouveaux enjeux en Asie centrale ? *Revue internationale et stratégique*, 64(4), 65-68. <https://doi-org.srvext.uco.fr/10.3917/ris.064.0065>.
- Dumoulin, M. (2012). Générations Et Profils De Carrière Au Sein De L'élite Politique Kazakhstanaise. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 43(1), 15-45. <https://doi-org.srvext.uco.fr/10.3917/receo.431.0015>.
- Abašin, S. (2012). La Désoviétisation Dans La Politique Mémoirelle De L'Ouzbékistan Indépendant Le Musée De La Mémoire Des Victimes Des Répressions. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 43(1), 47-72. <https://doi-org.srvext.uco.fr/10.3917/receo.431.0047>.
- Pétric, B.-M. (2010). Pogroms contre les Ouzbeks à Och au Kirghizstan. Des dangers de la manipulation politique du nationalisme ethnique. *Hérodote*, 138(3), 58-65. <https://doi.org/10.3917/her.138.0058>.

Articles de presse

- Faustine Vincent. (2025, 20 juin). Au Kirghizistan, la plus grande statue de Lénine d'Asie centrale déboulonnée. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/20/au-kirghizistan-la-plus-grande-statue-de-lenine-d-asie-centrale-deboulonnee_6614776_3210.html?search-type=classic&ise_click_rank=2
- Emma Collet. (2024, 25 novembre). Au Kirghizistan, le pouvoir opprime la rime. *M le mag*. https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/11/25/au-kirghizistan-le-pouvoir-opprime-la-rime_6412657_4500055.html?search-type=classic&ise_click_rank=3
- Emmanuel Grynszpan. (2024, 15 mai). « Asie centrale. Le réveil » : les mutations rapides d'un territoire enclavé. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/05/15/asie-centrale-le-reveil-les-mutations-rapides-d-un-territoire-enclave_6233288_3232.html?search-type=classic&ise_click_rank=5

[1] : Article 6 de la constitution de l'Union des républiques socialistes soviétiques de 1977 : Руководящей и направляющей силой советского общества, ядром его политической системы, государственных и общественных организаций является Коммунистическая партия Советского Союза.

Remerciements

Le bureau rapproché de l'AMRI de l'année universitaire 2021-2022 étant à l'initiative de ce projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel, à savoir Julie Pouzol et Pauline Piard, toutes deux coprésidentes, Victor Farrugia, notre trésorier, ainsi que notre secrétaire Augustin Humbert pour leur soutien dans le maintien et le développement de cette revue.

Cette édition a été créée de toutes pièces par des étudiants engagés et motivés pour produire un travail sérieux et approfondi. C'est pourquoi nous souhaitons également remercier Ophélie Calichiama, Louise Lemaire, Konovalenko Oleksandr, Annabelle Loll, Apolline Charlois, Guerlain Dené, Louise Lemaire, Paul Petit, Lény Royer-Perrussel et Antoine Arnoux pour leurs articles de qualité.

Nous adressons un grand merci à Louna Proniaev, Émilie Sterna et Marie-Clarté de Scorraïlle à qui nous devons tout le travail de mise en page et d'édition.

Enfin, nous tenons à remercier Louise Chesnais et Camille Dults, responsables communication de l'AMRI, pour la gestion des réseaux et des publications de la revue.

Notre petite structure a nécessité un engagement important et répété de la part de toute l'équipe, qui témoigne de son implication et de sa volonté de vous proposer, chers lecteurs et chères lectrices, une lecture agréable et de qualité.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour le travail effectué, et nous vous donnons rendez-vous dans un mois pour notre prochaine édition !

Rédacteurs en chef

MATISSE DORMOY, JASMINE DJENNANE & MATHILDE ARROUART